

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE DEPUIS HIER À ANKARA

L'Algérie et la Turquie pour un partenariat stratégique

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a entamé depuis hier mercredi une visite d'État officielle en République de Turquie, placée sous le signe du renforcement des relations de fraternité et de coopération entre les deux pays, indiquent les services de la Présidence dans un communiqué. P 3



FORMATION PROFESSIONNELLE - INDUSTRIE

Une cartographie nationale des compétences en cours d'élaboration

Une nouvelle étape vient d'être franchie dans le chantier de modernisation du système de formation en Algérie. Les ministères de l'Industrie et de la Formation professionnelle renforcent leur coordination pour concrétiser le projet du Référentiel national des formations et des compétences (RNFC), un outil stratégique destiné à mieux aligner les qualifications sur les besoins réels de l'économie.

P 2

8E FOIRE DES PRODUITS ET SERVICES ALGÉRIENS EN MAURITANIE

Le "Made in Algeria" à la conquête des marchés africains

La 8e édition de la Foire des produits et services algériens s'est ouverte mardi à Nouakchott avec une participation record de plus de 350 entreprises nationales, confirmant la montée en puissance de la stratégie algérienne d'expansion économique vers l'Afrique de l'Ouest.

P 3

DANS UN CONTEXTE GÉOPOLITIQUE SOUS TENSION

L'Algérie renforce son ancrage régional et international

Dans un contexte international marqué par des tensions croissantes et des recompositions géopolitiques majeures, l'Algérie poursuit activement le renforcement de ses relations diplomatiques et économiques, notamment avec les pays du Sahel et ses partenaires stratégiques.

P 5

COMMERCE EXTÉRIEUR
Examen des moyens de renforcer les échanges algéro-ouzbeks P 3

EXPORTATIONS PÉTROLIÈRES ALGÉRIENNES VERS LA FRANCE
En hausse de 225 % en avril, à 138 000 barils/jour P 5

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER À ORAN
La production de la station d'El Mactaâ portée à 440 000 m³ P 6

ALGÉRIE-SULTANAT D'OMAN

Signature de plusieurs mémorandums d'entente dans le domaine des transports

Plusieurs mémorandums d'entente ont été signés, mardi à Alger, entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale entre les deux pays dans le domaine des transports, indique un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

La cérémonie de signature a eu lieu lors d'une séance de travail élargie coprésidée par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud et le ministre omanais des Transports et des Technologies de l'Information et de la Communication, Saeed Bin Hamoud Al Mawali, ayant réuni les représentants et cadres du secteur des transports des deux pays, en présence de la ministre, Haut-commissaire à la numérisation, Mme Meriem Benmouloud.

Dans le domaine du transport maritime, un mémorandum d'entente a été conclu entre le groupe des services portuaires "Serport" et le groupe omanais "Asyad", visant à renforcer la coopération et à échanger les expertises dans le domaine de la gestion portuaires et des services connexes.

Un autre mémorandum d'entente a également été signé pour la coopération dans le domaine des services au sol aéroportuaires entre la société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger (SGSIA-Houari-Boumediene) et son homologue omanaise, dans le but de développer la qualité des services et d'améliorer la performance opérationnelle au sein des aéroports.

Synthèse R E.

FORMATION PROFESSIONNELLE - INDUSTRIE

Une cartographie nationale des compétences en cours d'élaboration

Une nouvelle étape vient d'être franchie dans le chantier de modernisation du système de formation en Algérie. Les ministères de l'Industrie et de la Formation professionnelle renforcent leur coordination pour concrétiser le projet du Référentiel national des formations et des compétences (RNFC), un outil stratégique destiné à mieux aligner les qualifications sur les besoins réels de l'économie.

Par Selma R.

Coprésidée par le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, et la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, une réunion de suivi s'est tenue mardi au siège du ministère de l'Industrie. Elle a permis d'évaluer l'état d'avancement de ce projet structurant, lancé officiellement le 16 mars dernier, et désormais entré dans sa phase de finalisation pour le secteur industriel, retenu comme secteur pilote.

Selon un communiqué du ministère de la formation, le RNFC vise à organiser et définir les compétences professionnelles à l'échelle nationale, tout en adaptant les offres de formation aux exigences du marché du travail. Cette démarche intervient dans un contexte marqué par les mutations technologiques, la transformation numérique et les

impératifs de transition économique et environnementale. Les travaux engagés ont déjà permis d'enregistrer plusieurs avancées concrètes. Parmi celles-ci figurent l'organisation d'ateliers de formation au profit des cadres du secteur de l'industrie, ainsi que la mise en place d'un programme statistique dédié à la cartographie des métiers et des compétences. Une enquête de terrain a également été lancée afin de hiérarchiser les métiers industriels en fonction de leur importance future. Dans le cadre de l'application de la méthodologie adoptée, des visites de terrain ont été effectuées au sein de grands groupes industriels publics, notamment GICA, AGM et SNS. Ces missions ont permis d'initier un travail d'identification et d'évaluation des compétences, en parallèle avec le lancement d'un recensement des métiers et la désignation de points de contact chargés d'alimenter la plateforme nationale

du référentiel des compétences économiques. Les discussions ont par ailleurs porté sur la fixation des délais pour l'achèvement des travaux dans le secteur industriel, étape préalable à la généralisation de cette expérience à d'autres secteurs d'activité. Les pouvoirs publics ambitionnent de bâtir un système de formation « flexible et proactif », capable d'anticiper les évolutions des métiers et de répondre aux besoins réels de l'industrie nationale. L'objectif est également de mieux orienter les parcours de formation vers les priorités du développement industriel, en s'appuyant sur des données fiables et une analyse fine du marché du travail. Ce projet s'inscrit ainsi dans une vision plus large de transformation de l'économie nationale, où le capital humain est appelé à jouer un rôle central dans la réussite des réformes engagées et l'adaptation aux défis de l'économie de demain.

SELECTUSA INVESTMENT SUMMIT

Des chefs d'entreprises algériennes rencontrent le secrétaire d'Etat adjoint américain

Une délégation de chefs d'entreprises algériennes participant au SelectUSA investment Summit, qui se tient à National Harbor (Maryland, Etats-Unis), a rencontré, mardi, le secrétaire d'Etat adjoint américain, Christopher Landau, indique un communiqué du Conseil du renouveau économique algérien (CREA). Les entretiens entre la délégation algérienne, conduite par Kamel Moula, président du CREA, et le secrétaire d'Etat adjoint américain, se sont déroulés en présence de l'ambassadeur d'Algérie aux Etats-Unis d'Amérique, Sabri Boukadoum, et du chargé d'affaires de l'ambassade

des Etats-Unis en Algérie, Mark Shapiro. Lors de cette rencontre, M. Landau a salué la participation algérienne au Sommet américain de l'investissement, compte tenu de l'importance de la délégation. Le responsable américain s'est dit également satisfait des résultats de sa récente visite en Algérie, au cours de laquelle il a été reçu par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, réitérant sa volonté de développer la coopération algéro-américaine, selon la même source. Pour sa part, la délégation algérienne a passé en revue les opportu-

nités d'investissement importantes en Algérie, notamment dans les secteurs à fort potentiel économique et à haut contenu technologique, pouvant intéresser les investisseurs américains, tels que l'énergie, l'agriculture, la production de matières premières pour l'industrie pharmaceutique, les technologies modernes, et les mines dans le cadre de la nouvelle loi régissant ce secteur. La délégation algérienne a également exprimé son souhait de voir les entreprises américaines diversifier leurs investissements et participer aux grands projets structurants en

cours de réalisation en Algérie, ajoute le document. Au troisième jour de sa visite aux Etats-Unis, la délégation algérienne a aussi rencontré le gouverneur de l'Etat de l'Oklahoma, Kevin Stitt, en présence de plusieurs hauts responsables de cet Etat américain. Les discussions ont porté sur les atouts économiques de l'Oklahoma, le climat des affaires et l'investissement en Algérie, en sus des opportunités de partenariat entre les entreprises algériennes et leurs homologues dans cet Etat, conclut le communiqué. APS

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le ministre insiste sur le strict respect des normes de couverture et de qualité de service

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a présidé une réunion de travail, consacrée au suivi de l'état des réseaux de télécommunications et de la qualité des services à travers le territoire national, indique hier un communiqué du ministère.

Cette réunion, ayant regroupé le président de l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE), en présence de représentants des opérateurs de téléphonie

mobile en Algérie, a permis d'évaluer l'état d'avancement des opérations de couverture des principaux axes routiers, considérés comme névralgiques pour l'économie nationale, notamment ceux à forte densité de circulation des personnes et des marchandises", précise la même source.

Il a notamment été question de "l'état de la couverture et de la qualité de service au niveau de l'autoroute Est-Ouest, après l'expiration des délais fixés aux opérateurs pour assurer la couverture requise",

ajoute le communiqué. La réunion a également été marquée par "la présentation des résultats des tests menés sur le terrain par l'ARPCE afin d'évaluer la qualité des services fournis et le respect des obligations juridiques, réglementaires et contractuels y afférentes", poursuit la même source.

A ce propos, le ministre a insisté sur "le strict respect des normes fixées en matière de couverture et de qualité de service", prévenant que "tout manquement avéré aux obligations contractuelles en-

traînera l'application des mesures et sanctions prévues par la réglementation en vigueur". Dans ce cadre, "des délais précis ont été fixés pour l'extension et l'amélioration de la couverture au niveau des axes stratégiques Nord-Sud, notamment les routes nationales RN 1, 3 et 6, en particulier les tronçons traversant les zones sahariennes et éloignées, afin d'assurer la continuité des services de télécommunications sur l'ensemble du territoire national", souligne la même source.

R E.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE DEPUIS HIER À ANKARA

L’Algérie et la Turquie pour un partenariat stratégique

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a entamé depuis hier mercredi une visite d’État officielle en République de Turquie, placée sous le signe du renforcement des relations de fraternité et de coopération entre les deux pays, indiquent les services de la Présidence dans un communiqué.

Par Zahir R.

En effet, cette visite intervient à l’invitation du président turc Recep Tayyip Erdoğan et s’inscrit dans la dynamique de consolidation du partenariat stratégique algéro-turc, tant sur le plan politique qu’économique. Au cours de ce déplacement, les deux chefs d’État coprésideront à Ankara les travaux de la première session du Conseil de coopération stratégique de haut niveau algéro-turc, indique la même source. Cette instance réunira plusieurs ministres des deux pays et permettra un examen global des relations bilatérales ainsi que des perspectives de leur renforcement. Les discussions porteront ainsi sur les développements régionaux et internationaux d’actualité, dans un contexte marqué par de multiples tensions géopolitiques. Plusieurs accords visant à consolider le cadre juridique de la coopération bilatérale devraient être signés à cette occasion. Cette visite, la troisième de ce genre après celles de mai 2022 et juillet 2023, s’inscrit dans la volonté affichée des deux pays d’élever leur coopération à des niveaux supérieurs, notamment

en matière économique. Les échanges commerciaux entre l’Algérie et la Turquie connaissent une croissance remarquable, dépassant les 6 milliards de dollars en 2025. La Turquie est un partenaire économique clé pour l’Algérie, se positionnant comme un investisseur majeur hors hydrocarbures, avec un objectif commun de hisser le volume des échanges à 10 milliards de dollars. Selon les données récentes de 2025-2026, plus de 1 600 entreprises turques sont actives en Algérie, avec des investissements cumulés dépassant 16,5 milliards de dollars. La Turquie est l’un des premiers investisseurs étrangers en Algérie, principalement dans les secteurs de la construction, de l’acier (Tosyali), du textile (Tayal) et de l’énergie. Les relations algéro-turques reposent sur un socle historique renforcé par le traité d’amitié et de coopération signé en 2006. Les deux pays entretiennent un dialogue politique régulier et une concertation continue, illustrés par des visites de haut niveau et des rencontres dans divers forums internationaux. Cette dynamique a notamment été consoli-

dée par la visite d’État effectuée par le président Tebboune en Turquie en mai 2022, au cours de laquelle plusieurs accords ont été signés dans des secteurs clés tels que l’énergie, les mines, la finance, l’industrie et l’innovation technologique. En juillet 2023, une nouvelle visite de travail avait permis de renforcer davantage la coopération économique. De son côté, le président Erdoğan s’était rendu en Algérie en janvier 2020, puis en novembre 2023, confirmant la volonté commune des deux pays de hisser leur partenariat à un niveau stratégique durable. Sur le plan international, la visite sera également l’occasion de réaffirmer les positions communes des deux pays, notamment en faveur du respect de la souveraineté des États et du règlement pacifique des conflits. L’Algérie continue de privilégier le dialogue et la médiation comme instruments de résolution des crises, dans un contexte mondial marqué par des tensions croissantes. Cette visite officielle devrait ainsi ouvrir de nouvelles perspectives de coopération et consolider davantage les relations entre Alger et Ankara, dans une logique de partenariat

COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen des moyens de renforcer les échanges algéro-ouzbeks

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a examiné avec l’ambassadeur de la République d’Ouzbékistan auprès de l’Algérie, Mansurbek Kilichev, les voies et moyens de renforcer la coopération économique et commerciale entre les deux pays, indique mercredi un communiqué du ministère. La rencontre, tenue mardi au siège du ministère, a été

l’occasion d’examiner les mécanismes de développement des échanges commerciaux bilatéraux, précise la même source, ajoutant que les deux parties ont souligné l’importance d’intensifier les efforts conjoints pour hisser le niveau des échanges commerciaux et d’exploiter les potentialités économiques disponibles dans les deux pays. Les discussions ont également porté sur les perspectives d’organisation

d’une foire des produits algériens en Ouzbékistan, dans le but de faire connaître le produit national et d’ouvrir de nouveaux marchés aux opérateurs économiques algériens. Dans ce sillage, les deux parties sont convenues d’œuvrer à la création d’un conseil d’affaires conjoint regroupant des acteurs économiques des deux pays, en vue de renforcer les contacts directs entre les hommes d’affaires et de déve-

lopper des partenariats d’investissement. Il a, par ailleurs, été question de la possibilité de s’orienter vers la conclusion d’un accord commercial préférentiel, permettant l’octroi d’avantages mutuels, et contribuant à la facilitation des échanges commerciaux et à la promotion de la coopération économique entre l’Algérie et l’Ouzbékistan, conclut le communiqué.

APS

R.E.

8E FOIRE DES PRODUITS ET SERVICES ALGÉRIENS EN MAURITANIE

Le “Made in Algeria” à la conquête des marchés africains

Par Selma R.

La 8e édition de la Foire des produits et services algériens s’est ouverte mardi à Nouakchott avec une participation record de plus de 350 entreprises nationales, confirmant la montée en puissance de la stratégie algérienne d’expansion économique vers l’Afrique de l’Ouest. L’événement, inauguré par l’ambassadeur d’Algérie en Mauritanie, M. Amine Sid, et la ministre mauritanienne du Commerce et du Tourisme, Mme Zeinebou Mint Ahmednah, illustre la volonté commune d’Alger et de Nouakchott de hisser leur coopération économique à un niveau supérieur, dans un contexte de dynamique bilatérale qualifiée d’« historique ». Cette foire s’impose désormais comme un levier stratégique de projection de l’économie algérienne vers l’espace ouest-africain et sahélien, considéré comme un marché à fort potentiel de croissance.

Les entreprises participantes couvrent un large éventail de secteurs : agroalimentaire, matériaux de construction, industrie pharmaceutique, électroménager, services, technologies modernes, tourisme et santé. Cette diversification reflète la transformation progressive de la structure des exportations algériennes, longtemps dominées par les hydrocarbures.

Une ambition continentale assumée

Dans son allocution, l’ambassadeur Amine Sid a souligné que cette 8e édition s’inscrit dans une vision plus large : celle d’une Algérie tournée vers l’Afrique et engagée dans la consolidation de partenariats structurants. Il a rappelé que les échanges commerciaux entre les deux pays ont dépassé les 400 millions de dollars ces dernières années, faisant de l’Algérie le premier partenaire économique africain de la Mauritanie. Cette dynamique s’appuie également

sur des projets d’envergure continentale, notamment des infrastructures stratégiques comme la route Tindouf-Zouérat, le projet de route transsaharienne et les futures interconnexions ferroviaires, conçues pour fluidifier les échanges entre l’Afrique du Nord et l’Afrique de l’Ouest.

La Mauritanie, porte d’entrée vers les marchés ouest-africains

La ministre mauritanienne du Commerce et du Tourisme a, de son côté, appelé les entreprises algériennes à saisir les opportunités offertes par le marché mauritanien, qu’elle a décrit comme une plateforme ouverte sur l’Afrique de l’Ouest et la région du Sahel. Elle a mis en avant les perspectives importantes dans les secteurs du commerce, de l’industrie, des services, du tourisme et de la logistique, soulignant la volonté de Nouakchott de faciliter les investissements et d’améliorer

la circulation des biens. Dans cette perspective, l’Algérie entend renforcer sa présence économique en Afrique de l’Ouest à travers une stratégie combinant infrastructures, diversification des exportations et développement de partenariats industriels. Avec cette 8e foire, Alger confirme sa volonté de s’inscrire dans une logique d’intégration économique régionale. L’objectif affiché est clair : faire de l’Algérie un acteur central des échanges en Afrique de l’Ouest, en capitalisant sur sa position géographique, ses capacités industrielles croissantes et ses investissements dans les infrastructures transfrontalières. Cette ambition s’inscrit dans une vision plus large de transformation économique, visant à réduire la dépendance aux hydrocarbures et à renforcer la compétitivité du produit national sur les marchés africains.

SALON DES PRODUITS ET SERVICES ALGÉRIENS À NOUAKCHOTT

Forte présence diplomatique

Au deuxième jour du Salon des produits et services algériens organisé dans la capitale mauritanienne, l’événement économique a été marqué par la visite de haut niveau de plusieurs ambassadeurs accrédités auprès de la République islamique de Mauritanie, représentant des pays arabes et européens, indique le ministère du commerce extérieur dans un communiqué. Une démarche qui témoigne de l’intérêt international croissant pour les capacités productives de l’Algérie et les perspectives de partenariat offertes. La délégation diplomatique a effectué une tournée à travers les différents stands du salon, découvrant la diversité et la richesse des produits et services algériens exposés. Ceux-ci couvrent des secteurs stratégiques prometteurs, notamment les industries agroalimentaires, pharmaceutiques, les matériaux de construction, les services de santé, ainsi qu’une présence remarquée de start-up. Les ambassadeurs ont exprimé leur satisfaction quant au niveau d’organisation et à la qualité des produits présentés, saluant les avancées enregistrées dans les secteurs industriel et des services en Algérie, ainsi que leur capacité croissante à accéder aux marchés internationaux. Ils ont également affirmé l’intérêt de leurs pays à renforcer la coopération économique et commerciale avec l’Algérie, et à explorer les opportunités de partenariat et d’investissement conjoint. Cette visite s’inscrit dans la dynamique économique portée par le salon, qui vise à élargir le réseau des relations commerciales des opérateurs algériens et à ouvrir de nouvelles perspectives d’exportation, contribuant ainsi à consolider le positionnement de l’Algérie en tant qu’acteur économique régional et continental. Le Salon des produits et services algériens à Nouakchott continue d’attirer un large intérêt de la part des acteurs économiques et diplomatiques, confirmant son rôle de plateforme stratégique pour la promotion du produit algérien et le renforcement des partenariats multilatéraux.

CNAC
Des rencontres de sensibilisation sur les mesures d’encouragement et d’appui à l’emploi

Les agences locales de la Caisse nationale d’assurance chômage (CNAC) de plusieurs wilayas de l’Est de pays ont organisé mardi des rencontres de sensibilisation sur les avantages accordés par la loi 06-21 relative aux mesures d’encouragement et d’appui à la promotion de l’emploi. A Constantine, une journée de sensibilisation a été organisée au profit des chefs d’entreprise pour leur présenter les avantages prévus par la loi 06-21 du 11 décembre 2006. Le directeur de l’agence locale CNAC, Fateh Bouhouara, a indiqué à l’APS que la rencontre qui s’inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives du ministère du Travail, de l’Emploi et la Sécurité sociale présente aux patrons les abattements de cotisations de sécurité sociale pour l’employeur visant à encourager les recrutements dans le secteur économique et contribuer à dynamiser l’économie nationale. A Guelma, une journée similaire a présenté aux opérateurs économiques de la wilaya les divers avantages pour promouvoir les activités économiques. La rencontre présidée au siège de la CNAC par le wali, Samir Chibani a présenté les avantages accordés aux employeurs des secteurs public et privé par la loi 06-21 dans le cadre l’encouragement et de l’appui à la promotion de l’emploi dont les réductions de la part patronale de la cotisation de sécurité sociale, les exonérations liées à la formation et les subventions mensuelles à l’emploi. A ce propos, le directeur de l’agence CNAC, Samir Meridja, a précisé à l’APS que la rencontre organisée avec le concours des agences locales de la CNAS, CASNOS, l’ANEM et de la direction de l’emploi vise à présenter les efforts des pouvoirs publics pour accompagner l’investissement et promouvoir l’emploi. Une rencontre similaire a été organisée à la bibliothèque principale de lecture publique de Bordj Bou Arreridj. Cette rencontre s’inscrit, a indiqué à l’APS le directeur local de la CNAC, Mustapha Boufermeche, dans le cadre de « la mise en œuvre des orientations du ministère de tutelle pour sensibiliser les opérateurs économiques aux avantages qui leur sont accordés par cette afin d’encourager l’investissement et la création de postes d’emploi.

APS

ASSOCIATION MONDIALE DES AGENCES DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

Le DG de l’AAPI participe à la réunion du Comité directeur

Le Directeur général de l’Agence algérienne de promotion de l’investissement (AAPI), M. Omar Rekkache, a participé, mardi, par visioconférence, à la réunion du Comité directeur de l’Association mondiale des agences de promotion des investissements (WAIPA), a indiqué un communiqué de l’AAPI. La réunion, précise le communiqué, a porté sur les préparatifs en cours de la 30e édition de la Conférence mondiale de l’investissement, prévue en novembre prochain à Genève (Suisse). Dans ce cadre, M. Rekkache a souligné "l’engagement de l’Agence à soutenir les

efforts de l’Association pour la réussite de cet important événement économique international, de nature à renforcer la coopération internationale et à contribuer au développement des politiques de promotion de l’investissement à l’échelle mondiale". La rencontre a également été l’occasion d’examiner les activités régionales organisées par les membres du Comité directeur, dont la Rencontre régionale des agences de promotion des investissements dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, qui sera organisée, en septembre prochain à Alger, par l’AAPI, en sa qualité de Direc-

teur régional au sein de l’Association. Cet événement "vise à renforcer l’échange d’expériences et des meilleures pratiques et à adopter une approche d’investissement axée sur l’impact, tout en mettant en avant le rôle croissant de l’Algérie en tant que hub régional de référence", et ce, en vue de contribuer à l’amélioration du climat des affaires et à l’attractivité d’investissements qualitatifs à forte valeur ajoutée et d’encourager l’orientation des investissements directs étrangers vers les priorités nationales et régionales, conclut la même source.

R E.

PRÉPARATIFS DE L’AÏD EL ADHA ET DE LA SAISON ESTIVALE

Le ministre de l’Hydraulique appelle à une coordination renforcée

Le ministre de l’Hydraulique, Lou-nès Bouzegza, a mis l’accent, mardi à Alger, sur le renforcement de la coordination et du suivi sur le terrain entre les différents organismes afin d’assurer la disponibilité du secteur à travers l’ensemble du territoire national et de garantir un service public de qualité en prévision de l’Aïd El Adha et de la saison estivale 2026, indique un communiqué du ministère. Les directives du ministre ont été données lors de deux séances de travail tenues depuis lundi par visioconférence avec les directeurs de

wilayas et les directeurs généraux des différentes wilayas du pays, au cours desquelles il a écouté des exposés sur les mesures préventives et les dispositions prises pour assurer la continuité et l’amélioration du service public de l’eau, aussi bien l’approvisionnement en eau potable que des services d’assainissement, ajoute le communiqué. Dans ce contexte, M. Bouzegza, a souligné la nécessité d’améliorer la qualité du service public de l’eau et de rationaliser la gestion des ressources en eau, sans oublier l’intervention rapide et immédiate en cas

de pannes ou de fuites. Il a également appelé à la maîtrise des programmes de distribution de l’eau de manière régulière et stable, tout en tenant les citoyens informés via les radios locales et les pages officielles sur les réseaux sociaux. Par ailleurs, le ministre a donné une série d’instructions et d’orientations visant à élaborer des programmes d’urgence pour garantir un service de qualité répondant aux attentes des citoyens, à travers l’exploitation optimale des moyens mobilisés par l’Etat et la disponibilité de l’ensemble des infrastructures hydrauliques (les

puits et les stations de pompage). Le ministre a également ordonné la réalisation d’un diagnostic précis du secteur au niveau local pour trouver des solutions efficaces, lutter contre les raccordements illicites et récupérer les volumes d’eau perdus, insistant sur l’impératif de garantir des permanences au niveau de toutes les infrastructures et les centres, particulièrement durant les week-ends, pour assurer la continuité du service et l’intervention rapide en cas de panne ou de dysfonctionnement.

R E.

SONATRACH

Signature de deux accords pour le développement du champ de Hassi Bir Rekaiz et l’exportation de produits pétroliers vers l’Egypte

Le groupe Sonatrach a procédé, avant-hier à Alger, à la signature de deux accords portant sur le développement du champ de Hassi Bir Rekaiz, dans le bassin de Berkine (Ouargla et El Oued), et l’exportation de produits pétroliers vers l’Egypte. Le premier accord concerne un contrat d’ingénierie, d’approvisionnement et de construction (EPC) entre Sonatrach et la compagnie thaïlandaise "PTTEP", partenaires dans l’exploitation du champ de Hassi Bir Rekaiz, dans le bassin de Berkine (Ouargla et El Oued), et le consortium composé de la société égyptienne "Petrojet" et de la société italienne "Arkad", en vue du développement de ce champ. Le montant de ce contrat s’élève à plus d’un (1) milliard de dollars, selon les données fournies lors de la cérémonie de signature. Le deuxième accord concerne un memorandum d’entente entre Sonatrach et la Compagnie pétrolière nationale égyptienne "EGPC", en prélude à la conclusion de contrats de vente de pétrole et de produits pétroliers par Sonatrach à la partie égyptienne. La cérémonie de signature a été coprésidée par le ministre d’Etat, ministre des Hydrocarbures,

Mohamed Arkab, et le ministre égyptien du Pétrole et des Ressources minérales, Karim Ibrahim Ali Badawi, en présence du PDG du groupe Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, du président du

Conseil d’administration de "Petrojet", Waleed Lotfy, et du PDG de l’EGPC, Salah El-Din Abdel Kerim.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L’AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 05 ماي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 05 Mai 2026

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²				
DA / Kg		دج / كلف				
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	59	69	50	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	98	112	84	الطماطم	
	Oignon sec	86	97	76	البصل الجاف	
	Ail sec	678	790	566	الثوم الجاف	
	Ail vert	192	219	165	الثوم الاخضر	
	Carotte	107	120	94	الجزر	
	Navet	113	128	98	اللفت	
	Petit pois	179	200	159	الجبانة	
	Fève verte	83	95	71	الفول الاخضر	
	Courgette	127	141	112	الكوسة	
	Haricot vert	311	338	285	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	98	112	85	الخس	
Fruits frais	Orange	284	341	227	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	230	256	203	الليمون	
	Pomme locale	476	582	370	التفاح المحلي	
	Datte	489	616	362	التمر	
	Banane	438	452	423	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1978	2132	1824	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	372	384	359	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	18	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Valeur transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	344,00	-0,29	-0,27	-12,24	6,07	10,17	230	79 120,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 399,00	1370,00	-2,07	-1,86	-2,79	8,81	5,88	250	342 500,00
BIOPHARM	BIO	2 504,00	NC	0,00	0,01	1,20	6,66	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 090,00	2090,00	0,00	0,69	-7,17	9,97	5,98	25000	52 250 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,15	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	462,00	445,00	-3,68	3,10	8,99	4,21	4,72	50	22 250,00

DANS UN CONTEXTE GÉOPOLITIQUE SOUS TENSION

L’Algérie renforce son ancrage régional et international

Dans un contexte international marqué par des tensions croissantes et des recompositions géopolitiques majeures, l’Algérie poursuit activement le renforcement de ses relations diplomatiques et économiques, notamment avec les pays du Sahel et ses partenaires stratégiques.

Par Réda Hadi

Invité de la chaîne 3 de la radio nationale, le docteur en relations internationales, Mehdi Boukaouma, a livré une analyse approfondie des orientations actuelles de la politique étrangère algérienne, mettant en lumière une stratégie fondée sur l’intégration régionale, la diplomatie économique et la défense des principes de souveraineté. Au cœur de cette dynamique figure le projet structurant de la route transsaharienne, récemment remis à l’ordre du jour lors du Conseil des ministres. Une délégation algérienne s’est rendue au Tchad pour inspecter les sites stratégiques liés à ce chantier d’envergure. Selon l’expert, ce projet dépasse le simple cadre infrastructurel pour s’inscrire dans une vision globale d’intégration africaine. « On ne peut parler d’intégration économique sans infrastructures de base », souligne-t-il, insistant sur le rôle clé des axes routiers dans la facilitation des échanges commerciaux et humains entre les pays du continent. Les relations entre l’Algérie et le Tchad illustrent cette volonté politique. Ces dernières années, les deux pays ont intensifié leur coopération à travers la signature de plusieurs accords dans divers domaines, allant de l’économie à l’enseignement supérieur. La présence d’étudiants tchadiens en Algérie et l’ouverture d’une ligne aérienne entre les deux pays témoignent de cette dynamique. À travers ces initiatives, Alger confirme son engagement en faveur d’une coopération Sud-Sud concrète, loin des discours symboliques. Cette approche s’inscrit également dans le cadre des actions menées par l’Agence algé-

rienne de coopération internationale, qui multiplie les projets de développement en Afrique. L’objectif est clair : renforcer les capacités économiques des pays partenaires tout en consolidant l’intégration intra-africaine. La connexion future des pays sahéliens au port de Djen Djen devrait, à terme, stimuler les flux commerciaux et ouvrir de nouvelles perspectives de croissance régionale. Au-delà de l’aspect économique, cette stratégie vise également à répondre aux défis sécuritaires et politiques. L’Afrique, riche en ressources naturelles, est devenue un terrain de compétition entre puissances étrangères. Face à cette réalité, l’Algérie réaffirme son attachement au principe de non-ingérence et plaide pour des solutions africaines aux problèmes africains. « Les conflits sur le continent sont souvent exacerbés par des interventions extérieures », avertit M. Boukaouma, appelant à privilégier le dialogue et les mécanismes institutionnels africains. Parallèlement, Alger déploie une diplomatie économique proactive, notamment en direction de la Mauritanie. La tenue du Salon des produits algériens à Nouakchott illustre cette volonté de promouvoir les exportations nationales et de créer des synergies commerciales durables. Le projet de zones franches entre les deux pays, lancé depuis 2019, vise à stimuler les échanges et à consolider un espace économique régional intégré. Cette diversification des partenariats s’étend également au-delà du continent africain. Les relations avec l’Égypte connaissent un regain d’intérêt, notamment dans le secteur énergétique. La visite récente du ministre égyptien du Pétrole à Alger s’inscrit dans cette dyna-

mique de coopération, dans un contexte marqué par l’instabilité au Moyen-Orient. Pour l’expert, l’Algérie apparaît aujourd’hui comme un partenaire fiable et stable, capable d’assurer la sécurité des approvisionnements énergétiques. De même, le partenariat avec la Turquie se renforce progressivement, avec des échanges commerciaux qui devraient atteindre 10 milliards de dollars dans les prochaines années. Cette coopération repose sur une complémentarité économique et une convergence politique, illustrant la volonté d’Alger de multiplier les alliances dans un monde devenu multipolaire. Sur le plan international, la situation au Moyen-Orient, notamment les tensions autour du détroit d’Ormuz, suscite de vives inquiétudes. M. Boukaouma évoque une « crise systémique » aux conséquences imprévisibles, affectant à la fois la sécurité énergétique mondiale et l’équilibre géopolitique. Dans ce contexte, l’Algérie adopte une position constante, fondée sur le respect de la souveraineté des États et la promotion du dialogue. Enfin, l’expert met en garde contre les dérives liées à la dépendance sécuritaire vis-à-vis des puissances étrangères. « La souveraineté ne peut être garantie que par des moyens nationaux », affirme-t-il, soulignant l’importance de bâtir des institutions solides et une défense autonome. À travers cette stratégie multidimensionnelle, l’Algérie s’affirme ainsi comme un acteur incontournable, tant sur le plan régional qu’international, misant sur la coopération, la stabilité et une vision pragmatique du développement.

BOURSE

Journée d’information technique à Alger au profit des sociétés cotées

La Commission d’organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob) a organisé, mercredi à Alger, une journée d’information technique au profit des responsables de l’information financière des sociétés cotées à la Bourse des valeurs mobilières ainsi qu’aux promoteurs

en Bourse, et consacrée à la présentation et à l’explication des dispositions du Règlement n 25-04 du 22 octobre 2025, relatif à la divulgation de l’information par les sociétés dont les valeurs sont cotées à la Bourse des valeurs mobilières. Selon un communiqué de la Co-

sob, ce règlement vise à définir les conditions et les modalités de publication et de diffusion de ces informations, ainsi qu’à en assurer le respect par les sociétés cotées, contribuant ainsi au renforcement de la transparence sur le marché financier.

Il s’inscrit dans le processus de modernisation du cadre réglementaire du marché financier national, en vue de garantir la disponibilité d’informations fiables, précises et complètes au profit de l’ensemble des investisseurs, indique la Commission.

APS

R E.

EXPORTATIONS PÉTROLIÈRES ALGÉRIENNES VERS LA FRANCE

En hausse de 225 % en avril, à 138 000 barils/jour

Les exportations de pétrole algérien vers la France ont enregistré une hausse spectaculaire au mois d’avril 2026, confirmant un regain de dynamisme dans les échanges énergétiques entre les deux pays. Selon les données publiées par l’Energy Research Unit (Attaqa.net), les volumes expédiés ont atteint 138 000 barils par jour, contre 43 000 barils en mars, soit une progression mensuelle de près de 225%. Cette augmentation représente une augmentation d’environ 96 000 barils par jour en l’espace d’un mois. En glissement annuel, la tendance est également orientée à la hausse, avec une progression de 14% par rapport à avril

2025, soit 17 000 barils supplémentaires par jour, selon la même source. Avec ces niveaux d’importation, la France s’est hissée au rang de premier client du pétrole algérien en avril, absorbant près de 15% des exportations totales du pays, estimées à 903 000 barils par jour. Sur les quatre premiers mois de 2026, les exportations algériennes vers la France affichent une légère amélioration de 3,4%, avec une moyenne de 95 000 barils par jour, contre 92 000 barils sur la même période de 2025. Les flux ont toutefois connu d’importantes fluctuations, oscillant entre 53 000 barils en janvier, un pic de 146 000 en février, puis un repli

marqué à 43 000 en mars, avant le rebond observé en avril. Parallèlement, les exportations globales de pétrole de l’Algérie ont atteint 903 000 barils par jour en avril, en hausse de 27% par rapport au mois précédent. Cette progression équivaut à une augmentation de 194 000 barils par jour. Toutefois, sur l’ensemble de la période allant de janvier à avril, la moyenne nationale s’établit en baisse à 744 000 barils par jour, contre 771 000 un an auparavant. Derrière la France, la Corée du Sud occupe la deuxième place des importateurs, malgré une baisse mensuelle de 22% de ses achats, à 132 000 barils par jour. L’Espagne se positionne en troi-

sième place, avec une forte hausse de 106% de ses importations, atteignant 116 000 barils par jour. Par ailleurs, les expéditions vers les États-Unis ont également progressé de 40,6% pour s’établir à 102 000 barils par jour. De son côté, l’Italie a enregistré une augmentation notable, ses importations passant de 7 000 à 55 000 barils par jour en avril. Ces évolutions traduisent une recomposition des flux d’exportation du pétrole algérien, dans un contexte de fluctuations de la demande internationale et de repositionnement des principaux partenaires énergétiques.

Z R.

CONSEIL DE LA NATION Adoption du texte de loi relatif aux conditions d’exercice des activités commerciales

Les membres du Conseil de la nation ont adopté, hier à l’unanimité, le texte de loi modifiant et complétant la loi 04-08 relative aux conditions d’exercice des activités commerciales.

L’adoption du texte de loi s’est déroulée lors d’une séance plénière présidée par le président du Conseil de la nation, Azzouz Nasri, en présence de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif, et de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali. La ministre Amel Abdellatif avait répondu avant-hier aux questions des sénateurs, en soulignant l’approche adoptée pour encadrer le commerce informel et l’intégrer progressivement dans le marché formel.

Elle a souligné que cette approche permettra de renforcer l’inclusion économique, conformément à une vision équilibrée qui tient compte des dimensions économiques et sociales de cette activité.

La ministre a ajouté que les politiques publiques, y compris les dispositions de la loi de finances 2026, « soulignent clairement l’orientation stratégique de l’État vers l’instauration de cadres juridiques pour l’intégration de l’activité informelle, au titre d’une approche globale visant à renforcer la transparence et à élargir la base économique officielle et à ancrer les fondements d’une compétition transparente entre les différents acteurs économiques ».

Dans ce contexte, la ministre a rappelé que son département ministériel œuvre, en coordination avec le secteur de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, à exploiter 256 marchés de proximité réalisés et non exploités et à réhabiliter 220 autres, en vue d’absorber les activités commerciales illicites et de les orienter vers un cadre organisé, pour un approvisionnement régulier et stable en produits de consommation, et afin de renforcer l’efficacité de l’organisation commerciale au niveau local. Concernant le commerce électronique, la ministre a rappelé l’actualisation du cadre juridique régissant ce domaine afin de s’adapter aux développements effrénés et d’assurer un encadrement flexible et efficace de cette activité, avec le renforcement de la protection du consommateur et l’ancrage de la transparence dans les transactions numériques.

JIJEL

Manœuvre simulant
une intervention
pour éteindre un feu
de forêt à El Kennar
Nouchfi

Une manœuvre simulant une intervention pour éteindre un feu de forêt a été organisée mardi dans la localité de Zerara dans la commune d'El Kennar Nouchfi (Jijel) pour évaluer la disponibilité du plan de secours de wilaya. Supervisé par le wali, Ahmed Meguelati, cet exercice simule un incendie de forêt déclaré à plusieurs endroits de la localité de Zerara donnant lieu au déclenchement du plan de secours de wilaya avec la participation des différents intervenants dont la protection civile, la conservation des forêts et les corps de sécurité. La manœuvre a comporté des évacuations, la protection des habitants des localités riveraines et la sécurisation des agglomérations voisines et l'exécution d'opération d'éloignement des animaux. Selon les explications données par les représentants des différents intervenants, cet exercice permet d'évaluer la disponibilité des équipes d'intervention, l'efficacité des moyens et le niveau de coordination entre les intervenants de sorte à garantir l'efficacité et la célérité de l'intervention. Cette manœuvre s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la saison estivale 2026 en vue de protéger le patrimoine forestier, d'assurer la sécurité des personnes et des biens et de faire le point sur le niveau de disponibilité du plan de secours de wilaya en cas d'urgence.

APS

SÉTIF

Ouverture du 2e
salon national du e-
commerce

La deuxième édition du salon national de l'e-commerce s'est ouverte mardi à Sétif avec la participation de 28 exposants des secteurs public et privé venus de plusieurs wilayas du pays. Cette manifestation de trois jours consacre des stands aux start-up et entreprises activant dans le domaine de l'e-commerce, à l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), aux banques, aux compagnies d'assurance, aux entreprises de livraison et de services électroniques ainsi qu'aux clubs des étudiants des universités Ferhat-Abbas et Mohamed-Lamine-Debaghine, a précisé à l'APS le commissaire du salon, Samir Rabah. Le salon, qui a attiré durant son premier jour un nombre important de jeunes, propose un riche programme d'activités scientifiques dont 11 conférences, des ateliers et des séances de débats animés par des experts de l'e-commerce. Selon la même source, la manifestation initiée par une entreprise spécialisée dans l'organisation des expositions vise à développer une plateforme numérique de l'e-commerce dans la wilaya de Sétif. Pour le responsable du stand du club de planification pour l'urbanisme durable de l'université Ferhat-Abbas, l'objectif de cette participation est de promouvoir auprès des étudiants les activités proposées par le club dans le domaine de l'e-commerce.

Agence

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER À ORAN

La production de la station
d'El Mactaâ portée à 440 000 m³

L'opération de maintenance périodique de la station de dessalement d'eau de mer d'El Mactaâ (est d'Oran), entamée le 3 mai en cours par la société exploitante « TMM SPA », permettra une augmentation notable de la production d'eau dessalée de pas moins 30.000 m3 /jour, a indiqué, mardi, le Directeur général de la société, Benyahia Hadj Benchergui.

R E/APS

Lors d'une visite guidée destinée à la presse à travers les différentes unités de la station, M. Hadj Benchergui a précisé que les travaux de maintenance en cours, d'une durée de 72 heures, s'inscrivent dans un programme périodique visant à améliorer la performance des équipements et à assurer leur fonctionnement optimal dans les meilleures conditions techniques. Il a ajouté que la capacité de production de la station était estimée à 410.000 mètres cubes par jour avant les travaux de maintenance, dont environ 400.000 mètres cubes destinés à l'alimentation en eau potable des habitants de l'Est de la wilaya d'Oran et de la wilaya de Mascara. Après l'achèvement

des travaux, cette capacité atteindra 440.000 mètres cubes par jour, dont 430.000 mètres cubes destinés à la consommation domestique. Le responsable a souligné que la maintenance des stations de dessalement constitue une opération indispensable pour préserver les équipements et les protéger contre la dégradation, notant que la période d'arrêt de la station est mise à profit pour réaliser diverses interventions techniques visant à améliorer son rendement et à accroître ses capacités de production, d'autant plus qu'elle assure près de 65 % des besoins en eau potable de la ville d'Oran. Les travaux réalisés durant cette période ont également porté sur des interventions pré-

desselement, le remplacement des membranes, la révision des systèmes de pompage, le nettoyage du bassin de captage d'eau de mer, l'ajustement des chambres de drainage, ainsi que l'entretien des équipements électriques, garantissant ainsi la continuité de l'exploitation selon les normes techniques en vigueur. M. Hadj Benchergui a conclu en soulignant que cette opération permettra d'assurer un approvisionnement régulier en eau pendant la période à venir, y compris à l'occasion des prochaines échéances telles que l'Aid El-Adha et la saison estivale, marquée habituellement par une forte hausse de la demande en eau potable.

CHLEF

Exercice de simulation d'un séisme violent

Les services de la Protection civile de Chlef ont organisé, mardi, un exercice de simulation d'un séisme de magnitude 6,7 sur l'échelle de Richter, au chef-lieu de wilaya, afin de tester le niveau de préparation et de coordination des différents intervenants, a indiqué un communiqué de ce corps. Cette manœuvre virtuelle, inscrite dans le cadre de la mise en œuvre des dispositifs réglementaires liés aux plans de secours, a simulé un séisme survenu à 8h55 au sud-est

de la ville de Chlef, provoquant des effondrements et totaux de bâtiments, des victimes entières, des blessés, des cas de panique ainsi que des perturbations des réseaux vitaux. Selon la même source, cet exercice a intégré des techniques modernes de recherche et de sauvetage sous déclin, souligne que ce type de risque constitue l'une des principales menaces pour la wilaya, en raison de sa situation dans une zone à forte activité tectonique.

La manœuvre, basée sur un scénario proche de la réalité, s'est concentrée sur l'activation du plan ORSEC à toutes ses phases, de la préparation à l'exécution, en fonction de l'évolution de la situation. Cette simulation vise à renforcer la coordination entre les services concernés, à évaluer leur réactivité et à consolider les capacités opérationnelles face aux risques sismiques. Elle a également permis de déployer les structures de gestion de

crise, notamment les postes de commandement et les dispositifs logistiques et médicaux. A noter la mobilisation d'importants moyens matériels et humains au titre de cet exercice qui a vu la participation de plusieurs services concernés, dont les corps sécuritaires (Gendarmerie nationale, Sûreté nationale ainsi que des éléments de l'Armée nationale populaire).

R E.

NÂAMA

Des sessions de formation pour la qualification de 83 guides touristiques

Quatre-vingts trois (83) guides touristiques non agréés issus de différentes communes de la wilaya de Nâama, ont défini de sessions de formation spécialisées visant à leur permettre d'exercer leur activité dans un cadre organisé et professionnel, at-on informé, mardi, de la direction locale du Tourisme et de l'Artisanat. Le chargé de la gestion de la direction, Bendaoud Sofiane a précisé que ces formations, organisées récemment, ont ciblé des guides et accompagnateurs touristiques non agréés disposant d'une expérience de terrain, recensés par l'Office local du tourisme. Des programmes de formation de courte durée leur ont

été consacrés afin de renforcer leurs compétences et d'harmoniser leurs qualifications, dans le but de régulariser leur situation professionnelle et de leur délivrer une attestation de validation des acquis de l'expérience. Le responsable a ajouté que l'opération comprenait une formation complémentaire d'une durée de 60 heures, réparties sur dix jours. Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre d'une convention de coopération entre le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, d'une part, et le secteur du tourisme et de l'artisanat, d'autre part, "dans le mais de coordonner les efforts, de valoriser les ressources humaines et d'élever le ni-

veau de professionnalisme dans le métier de guide touristique", a-t-il souligné. De son côté, le directeur de la Formation et de l'Enseignement professionnels de la wilaya de Nâama, Chaïb-Draâ Ahmed, a mis en exergue l'importance de cette initiative, qui a combiné les aspects théoriques et pratiques, mettant en avant son impact direct sur l'organisation de la profession de guide touristique et leur qualification selon les normes internationales, contribuant ainsi à améliorer la qualité des services touristiques et à soutenir le processus de développement durable.

R E.

OUARGLA

Début de la campagne de moisson avec une prévision de récolte
de plus de 475.600 quintaux de céréales

Un moisson de quelque 475.645 quintaux (QX) de céréales est attendue dans la wilaya d'Ouargla, au titre de la campagne moisson-battage de la saison agricole 2025/2026, lancée mardi depuis Gassi-Touil. La campagne a été lancée par les autorités de la wilaya depuis les périmètres de Gassi-Touil, daïra de Hassi-Messaoud, qui occupe la tête des zones céréalières de la wilaya, avec 5.363 ha dédiés à ce genre culturel. Elle est suivie des daïras de N'goussa (2.899 ha), Sidi-Khouiled (1.412 ha) et Ouargla (180 ha). Les prévisions des services agricoles ta-

blent sur une récolte de 435.000 QX de blé dur, 20.790 QX de blé tendre, 5.565 QX d'orge, 3.850 QX d'avoine et 10.440 QX de triticale, sur une surface emblavée de 9.854 ha, soit 1.525 ha de plus que la saison précédente. Dans le but d'assurer la réussite de cette campagne, il a été procédé à la mobilisation d'importants moyens humains et matériels, dont 20 moissonneuses-batteuses, cinq (5) botteuses, cinq (5) tracteurs, en plus de 50 camions de transport. Le wali d'Ouargla, Abdelghani Filali, a indiqué, en marge du lancement de la campagne, que les services de la wilaya s'emploient à accompagner les agriculteurs et à

aplanir les contraintes rencontrées, pour les aider à contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire. Le même responsable a fait état qu'une superficie agricole globale de plus de 85.000 qui est raccordée au réseau d'électrification agricole. Cette campagne a été mise à profit par les autorités locales pour inaugurer, dans la région de Gassi-Touil, deux centres de stockage de céréales, totalisant une capacité de 100.000 QX, appelés à contribuer au stockage des récoltes stratégiques dans la région.

APS

Comment Trump a entraîné les États-Unis dans la guerre contre l'Iran

Au cours d'une série de réunions en cellule de crise, le président Trump a mis en balance son instinct avec les profondes inquiétudes de son vice-président, ainsi que l'évaluation pessimiste des services de renseignement. Voici les coulisses de la prise de cette décision fatidique.

1^{ère} partie

Par Jonathan Swan (1)
et Maggie Haberman (2)

Le SUV noir transportant le Premier ministre Benjamin Netanyahu est arrivé le 11 février à la Maison Blanche peu avant 11 heures. Le dirigeant israélien, qui faisait pression depuis des mois pour que les États-Unis acceptent une offensive de grande envergure contre l'Iran, est entré dans la Maison Blanche sans grande cérémonie, à l'abri des regards des journalistes, prêt à affronter l'un des moments les plus décisifs de sa longue carrière.

Les responsables américains et israéliens se sont d'abord réunis dans la salle du Conseil des ministres, adjacente au Bureau ovale. Netanyahu s'est ensuite rendu à l'étage inférieur pour l'événement principal : une présentation hautement confidentielle sur l'Iran destinée au président Trump et à son équipe dans la salle de crise de la Maison Blanche, qui est rarement utilisée pour des réunions en personne avec des dirigeants étrangers.

Trump s'est assis, mais pas à sa place habituelle au bout de la table de conférence en acajou de la pièce. Au lieu de cela, le président a pris place sur un côté, face aux grands écrans fixés le long du mur. Netanyahu s'est assis de l'autre côté, juste en face du président. Sur l'écran derrière le Premier ministre se trouvaient David Barnea, le directeur du Mossad (l'agence de renseignement extérieure israélienne), ainsi que des responsables militaires israéliens. Visuellement alignés derrière Netanyahu, ils donnaient l'image d'un chef de guerre entouré de son équipe.

Susie Wiles, cheffe de cabinet de la Maison Blanche, était assise à l'autre bout de la table. Le secrétaire d'État Marco Rubio, qui cumule également les fonctions de conseiller à la sécurité nationale, avait pris sa place habituelle. Le secrétaire à la Défense Pete Hegseth et le général Dan Caine, président du Comité des chefs d'état-major, qui s'assoient généralement côte à côte dans ce genre de contexte, se trouvaient d'un côté. Le directeur de la CIA John Ratcliffe, le gendre du président Jared Kushner et l'envoyé spécial de Trump Steve Witkoff, l'envoyé spécial de Trump, qui avait négocié avec les Iraniens, complétaient le groupe principal. La réunion avait été délibérément restreinte afin d'éviter toute fuite. Les autres membres du cabinet n'avaient aucune idée de ce qui était en cours. Le vice-président était également absent. JD Vance se trouvait en Azerbaïdjan, et la réunion ayant été programmée en dernière minute, il n'avait pas pu reve-



nir à temps. La présentation que Netanyahu allait faire au cours de l'heure suivante allait jouer un rôle déterminant pour engager les États-Unis et Israël sur la voie d'un conflit armé majeur au cœur de l'une des régions les plus instables du monde. Elle allait également donner lieu à une série de discussions dont les détails n'ont pas encore été rapportés, au sein de la Maison Blanche au cours des jours et des semaines suivants, pendant lesquelles Trump a pesé le pour et le contre ainsi que les risques avant de donner son feu vert pour se joindre à Israël dans une attaque contre l'Iran.

Ce récit de la manière dont Trump a entraîné les États-Unis dans la guerre est tiré d'un reportage destiné à un ouvrage à paraître, intitulé « Regime Change: Inside the Imperial Presidency of Donald Trump ». Il révèle comment les délibérations au sein de l'administration ont mis en lumière les instincts du président, les divisions au sein de son entourage proche et sa façon de diriger la Maison Blanche. Il s'appuie sur de longs entretiens menés sous couvert d'anonymat pour rendre compte des discussions internes et des questions sensibles.

Ce reportage souligne à quel point la pensée belliciste de Trump s'est alignée sur celle de Netanyahu pendant de nombreux mois, bien plus que ne le reconnaissaient même certains des principaux conseillers du président. Leur étroite association a été constante au cours de deux mandats, et cette dynamique – aussi tendue soit-elle parfois – a alimenté d'intenses critiques et de la méfiance tant à gauche qu'à droite de la scène politique américaine.

Et il montre comment, en fin de compte, même les membres les plus sceptiques du cabinet de guerre de Trump – à l'exception notable de Vance qui est la figure au sein de la Maison Blanche la plus opposée à une guerre à

grande échelle – se sont rangés à l'instinct du président, y compris à sa confiance inébranlable dans le fait que la guerre serait rapide et décisive. La Maison Blanche a refusé de commenter. Dans la salle de crise, le 11 février, Netanyahu a mené une campagne de persuasion acharnée, suggérant que l'Iran était mûr pour un changement de régime et exprimant sa conviction qu'une mission conjointe américano-israélienne pourrait enfin mettre un terme à la République islamique. À un moment donné, les Israéliens ont montré à Trump une courte vidéo comprenant un montage des nouveaux dirigeants potentiels susceptibles de prendre les rênes du pays si le gouvernement intransigent venait à tomber. Parmi les personnalités présentées figurait le fils exilé du dernier shah d'Iran Reza Pahlavi, aujourd'hui dissident basé à Washington, qui avait tenté de se positionner comme un leader laïc capable de mener l'Iran vers un gouvernement post-théocratique.

Netanyahu et son équipe ont exposé des conditions qu'ils présentaient comme une garantie de victoire quasi certaine : le programme de missiles balistiques de l'Iran pourrait être détruit en quelques semaines. Le régime serait tellement affaibli qu'il ne pourrait plus bloquer le détroit d'Ormuz, et la probabilité que l'Iran porte des coups aux intérêts américains dans les pays voisins était jugée minime.

De plus, les renseignements du Mossad indiquaient que les manifestations de rue reprendraient en Iran et que – grâce à l'impulsion de l'agence de renseignement israélienne contribuant à fomenter des émeutes et une rébellion – une campagne de bombardements intense pourrait créer les conditions permettant à l'opposition iranienne de renverser le régime. Les Israéliens ont également évoqué la possibilité que des combattants kurdes iraniens traversent

la frontière depuis l'Irak pour ouvrir un front terrestre dans le nord-ouest, ce qui étendrait davantage les forces du régime et accélérerait son effondrement.

Netanyahu a fait son exposé d'une voix monotone et assurée. Son discours a semblé être bien reçu par la personne la plus importante dans la salle, à savoir le président américain.

« Ça me semble bien », a déclaré Trump au Premier ministre. Pour Netanyahu, cela signifiait probablement le feu vert pour une opération conjointe américano-israélienne. Netanyahu n'était pas le seul à sortir de cette réunion avec l'impression que Trump avait presque pris sa décision. Les conseillers du président pouvaient voir qu'il avait été profondément impressionné par les promesses de ce que les services militaires et de renseignement de Netanyahu pouvaient accomplir, tout comme il l'avait été lorsque les deux hommes s'étaient entretenus avant la guerre de 12 jours contre l'Iran en juin.

Plus tôt lors de sa visite à la Maison Blanche le 11 février, Netanyahu avait tenté d'attirer l'attention des Américains réunis dans la salle du Conseil des ministres sur la menace existentielle que représente le guide suprême iranien âgé de 86 ans, l'ayatollah Ali Khamenei.

D'autres personnes présentes dans la salle ont interrogé le Premier ministre sur les risques potentiels de l'opération. Netanyahu a reconnu les risques inhérents à l'opération, mais a souligné un point essentiel : selon lui, les risques de l'inaction étaient plus grands que ceux de l'action. Il a fait valoir que le prix de l'action ne ferait qu'augmenter s'ils retardaient la frappe et laissaient à l'Iran plus de temps pour accélérer sa production de missiles et créer un bouclier d'immunité autour de son programme nucléaire. (A suivre)

IRAK

Baghdad propose son brut de mai avec de fortes décotes pour un chargement dans le détroit d’Ormuz

L'Irak a proposé à ses clients contractuels du brut Basrah pour chargement en mai avec des décotes massives, pour des enlèvements s'effectuant à l'intérieur du détroit d'Ormuz, zone largement bloquée depuis le début du conflit iranien. Le producteur de l'OPEP propose sa qualité phare, le Basrah Medium, avec des rabais de 33,40 dollars ou 26 dollars par baril par rapport à son prix de vente officiel (OSP) de mai, pour des chargements prévus respectivement du 1er au 10 mai ou du 11 au 31 mai, selon une note de l'organisme public de commercialisation SOMO datée du 3 mai et consultée par Reuters. Le document indique également que le brut Basrah Heavy pour chargement en mai a été proposé avec une décote de 30 dollars par baril par rapport à l'OSP de mai. Les cargaisons sont vendues 'fob' (franco à bord) au terminal pétrolier de Bassorah ou via des bouées de chargement unique (SPM), tous deux situés à l'intérieur du détroit d'Ormuz.

L'OSP est déterminé en fonction de la destination finale des cargaisons, précise la note.

La SOMO n'a pas répondu immédiatement à une demande de commentaire.

Ces décotes soulignent la pression croissante qui s'exerce sur les exportations de brut irakien, alors que les risques maritimes persistent dans cette voie navigable, artère critique pour les flux pétroliers mondiaux.

Les exportations de brut irakien, qui se sont élevées en moyenne à 3,33 millions de barils par jour en 2025, sont majoritairement expédiées vers l'Asie, selon les données de Kpler.

En avril, seuls deux navires ont chargé au port irakien de Bassorah ; l'un d'eux a franchi le détroit d'Ormuz tandis que l'autre n'en est pas encore sorti, d'après Kpler.

R.E.

EGYPTE

L’État poursuit ses efforts pour créer un climat d’affaires plus attractif pour l’investissement

L’État poursuit ses efforts pour créer un climat d'affaires plus compétitif et attractif pour l'investissement local et étranger, ce qui promeut la confiance des investisseurs et soutient l'afflux de l'investissement, a dit le premier ministre, Moustafa Madbouly.

Par Rédaction Internationale

Ces propos ont été tenus par le premier ministre lors de la conférence de haut niveau organisée à l'occasion de la clôture de la première phase du Programme-pays avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans la Nouvelle Capitale administrative.

L’Egypte, a-t-il dit, considère le secteur privé comme un pilier de base dans le programme de réforme économique et

le principal moteur de la croissance durable et de création d'emplois.

Le premier ministre s'est réjoui d'avoir participé à la clôture du programme, qui constitue une étape importante sur la voie de la coopération fructueuse et constructive entre les deux parties. Ce programme, a-t-il dit, a été lancé il y a 5 ans durant lesquels les deux équipes de travail ont poursuivi les efforts pour la réalisation d'un grand nombre de projets dans plusieurs domaines développementaux.

Le premier ministre a dit que la fin de

ce programme s'inscrivait dans le cadre des défis internationaux et régionaux accélérés et imposait aux pays des politiques plus flexibles et adaptables, à l'instar du vaste programme de réformes économiques mis en œuvre par l'État égyptien et appuyé par des partenariats stratégiques, afin de renforcer la stabilité et la résilience économiques, et de parvenir à une croissance durable.

Il a expliqué que ce programme national constitue l'un des outils les plus importants de ces partenariats.

TUNISIE

Trois entreprises américaines prêtes à se développer dans le pays

Trois entreprises américaines envisagent d'élargir leurs activités en Tunisie, a annoncé l'ambassadeur des États-Unis à Tunis, Bill Bazzi, à l'issue d'une rencontre avec le président de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), Brahim Bouderbala. Cette déclaration intervient dans un contexte de renforcement affiché des relations bilatérales entre les deux pays.

Lors de cet entretien, Bill Bazzi a souligné l'intérêt croissant des entreprises américaines pour le marché tunisien, mettant en avant une perception jugée favorable du climat d'investissement.

Le diplomate a insisté sur l'engagement des États-Unis à soutenir la Tunisie, notamment sur les plans économique et financier, évoquant des opportunités concrètes dans le domaine de l'investissement.

Coopération élargie : économie, tourisme et éducation

Au-delà de l'investissement, les discussions ont porté sur plusieurs axes de coopération. Bill Bazzi a notamment évoqué les avancées dans le domaine militaire, tout en appelant à renforcer les échanges touristiques en incitant davantage d'Américains

à choisir la destination Tunisie. Le diplomate a également mis en avant l'importance de la coopération académique, en particulier dans l'enseignement supérieur et l'apprentissage de l'anglais, qu'il considère comme un levier de rapprochement entre les deux peuples.

Il a, par ailleurs, salué les compétences de la jeunesse tunisienne, estimant qu'elles constituent un atout majeur pour le développement du pays et pour attirer davantage d'investissements étrangers.

De son côté, Brahim Bouderbala a exprimé son appui à cette dynamique, affirmant la volonté du

Parlement de créer un cadre juridique favorable pour accompagner les initiatives d'investissement.

Les échanges ont aussi abordé les évolutions politiques en Tunisie. Bill Bazzi a évoqué l'attention portée par son pays au processus démocratique, mettant en avant des convergences sur les valeurs liées aux droits et libertés.

Dans ce cadre, Brahim Bouderbala a rappelé les fondements du système politique tunisien, réaffirmant l'attachement à l'État de droit et aux libertés publiques.

R.I.

INTERNET

La Mauritanie amorce le déploiement de son deuxième câble sous-marin

Plusieurs pays africains côtiers restent encore desservis par un seul câble sous-marin. Face à une demande croissante en capacité, ils multiplient les investissements pour renforcer leur connectivité internationale et réduire leur vulnérabilité en matière de connectivité.

La Mauritanie progresse vers la mise en place de sa deuxième liaison internationale par câble sous-marin à fibre optique. Samedi 4 mai, les autorités ont procédé à l'installation de la section côtière de l'infrastructure. La pose du câble principal, en haute mer, est prévue pour août 2026, pour une mise en service attendue en janvier 2027.

La cérémonie d'atterrissage a été dirigée par Ahmed Salem Ould Bede, ministre de la Transformation numérique et de la Modernisation de l'administration. Longue de 28,4 km, la section côtière a été installée à Nouadhibou, où se situe la station d'atterrissage.

La section côtière correspond à la partie du câble située près du rivage, reliant la station d'atterrissage à la haute mer. Plus exposée aux activités humaines comme la pêche ou le passage des navires, elle est généralement enfouie et renforcée

pour limiter les risques de dommages. Le reste du câble, déployé en haute mer sur de longues distances, repose à grande profondeur, où il est moins exposé mais plus complexe à installer et à entretenir.

Une infrastructure pour renforcer la résilience du réseau

Une fois achevé, ce nouveau câble renforce l'infrastructure numérique nationale en complétant les capacités du câble ACE, auquel la Mauritanie est connectée depuis 2011 et dont elle dépend encore largement pour son accès à la connectivité internationale. Cette dépendance expose le pays à une vulnérabilité en cas d'incident sur l'infrastructure existante. Les pannes enregistrées sur ce câble ont déjà provoqué des perturbations des services Internet et de téléphonie mobile à l'échelle nationale, affectant administrations, entreprises et usagers. Même les opérations de maintenance programmées entraînent des baisses de débit, voire des interruptions temporaires, en l'absence d'alternative pleinement opérationnelle.

Le nouveau câble dispose d'une capacité

initiale de 200 gigabits par seconde (Gbps), extensible à 12 térabits par seconde (Tbps). Il relie la Mauritanie à l'Europe via le Portugal et à l'Amérique du Sud via le Brésil.

Un levier de transformation numérique

Les autorités mauritaniennes attendent de cette infrastructure un renforcement de la connectivité internationale et une réponse à la croissance continue des besoins en données, dans un contexte de transformation numérique accélérée. En augmentant les capacités disponibles, cette infrastructure améliore la fiabilité et la qualité des services numériques tout en réduisant les risques de congestion. Elle apporte également une redondance par rapport au premier câble sous-marin, renforçant la résilience du réseau en cas de panne ou de surcharge. Cette double connectivité absorbe plus efficacement la croissance du trafic et assure une continuité plus stable des services essentiels, notamment l'administration en ligne, les services financiers et les usages professionnels.

Au-delà des performances techniques, les câbles sous-marins sont associés à

une baisse des coûts pour les consommateurs. Un rapport publié en juin 2025 par la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI) indique que le doublement des capacités internationales peut entraîner une baisse des prix pouvant atteindre 32 % pour le haut débit fixe et 50 % pour le haut débit mobile. À titre d'exemple, la mise en service du câble Didon en Tunisie en 2014 a entraîné une baisse de cinq points des tarifs du haut débit mobile.

En Mauritanie, les dépenses pour 5 Go d'Internet mobile représentent 2,94 % du revenu national brut par habitant en 2025, selon l'Union internationale des télécommunications (UIT). Ce ratio atteint 17,6 % pour l'Internet fixe, bien au-dessus du seuil de 2 % considéré comme le niveau d'accessibilité.

Dans ce contexte, la baisse des tarifs peut favoriser une adoption plus large des services télécoms, en particulier de l'Internet, et par ricochet des services numériques. Selon l'UIT, seulement 45,8 % des Mauritaniens utilisaient Internet en 2024.

Agence

CAP-VERT

La feuille de route de l’IRENA pour sortir du tout-pétrole

Archipel dépendant des importations d’énergies fossiles, le Cap-Vert cherche à accélérer sa transition énergétique. Un rapport de l’IRENA identifie les contraintes structurelles du pays et propose des solutions pour atteindre ses objectifs climatiques.

Le développement des énergies renouvelables au Cap-Vert demeure limité, notamment par la configuration de son système électrique, selon un nouveau rapport de l’Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), publié le mercredi 22 avril. Intitulé « Sustainable Development Powered by Renewables: Cabo Verde », le document identifie les principaux défis auxquels le pays est confronté, tout en proposant des pistes pour accélérer le déploiement des énergies propres.

Une forte dépendance aux énergies fossiles

L’archipel, composé de neuf îles non interconnectées, exploite des systèmes électriques isolés, ce qui limite le partage des ressources et complique l’intégration des énergies renouvelables. Selon l’IRENA, les combustibles fossiles représentent environ 80 % de la production d’électricité, contre moins de 20 % pour le solaire et l’éolien. Les autorités visent néanmoins une part de 50 % d’énergies renouvelables dans le mix d’ici 2030, ainsi que la neutralité carbone à l’horizon 2040.

Objectifs à court terme pour le mix énergétique du Cap-Vert
Le rapport souligne que la progression du renouvelable, passée de 36 MW en 2024 à près de 50 MW en 2025, reste insuffisante au regard des objectifs fixés. Pour répondre à ces contraintes, l’IRENA propose une première série de mesures centrées sur le renforcement du système électrique. Cela inclut notamment l’amélioration des prévisions de production solaire et éolienne, la réduction des pertes sur le réseau, estimées à 25 % en 2019, et le déploiement de solutions de stockage. Le plan national prévoit notamment une capacité de stockage de 615 MWh et le développement d’infrastructures comme une station de pompage-turbinage de 20 MW sur l’île de Santiago. L’agence met également en avant une approche complémentaire reposant sur la gestion de la demande. Celle-ci vise à renforcer la flexibilité du système à travers l’électrification de secteurs comme les transports, la santé et les services d’eau. Le dessalement, qui représente environ 7 % de la consommation électrique

nationale, pourrait ainsi être utilisé comme levier d’équilibrage du réseau.

Minimiser les coûts d’accès à l’électricité

Le pays a un taux d’accès à l’électricité parmi les plus élevés d’Afrique, avec une couverture à 98 % en 2026, selon la Banque mondiale. Pourtant, il reste tributaire des énergies fossiles, notamment à travers les importations de carburant, qui représentaient 46,6 % de la valeur totale des importations de marchandises en 2023. Cette dépendance quasi-totale entraîne des coûts parmi les plus élevés d’Afrique subsaharienne. Le prix de l’électricité pour les résidents atteignait environ 0,336 USD par kWh en septembre 2025, selon Global Petrol Prices. Dans ce contexte, les deux approches proposées par l’IRENA, centralisée et décentralisée, doivent être déployées de manière coordonnée pour améliorer la fiabilité du réseau et réduire les coûts constatés, selon l’agence.

R I/Agence

TANZANIE

La récolte de noix de cajou a augmenté de 17 % en 2025/2026

Deuxième producteur africain d’anacarde derrière la Côte d’Ivoire, la Tanzanie poursuit sa montée en puissance dans le secteur en vue de renforcer son poids sur le marché international. La filière tanzanienne vient de clôturer sa campagne 2025/2026 avec un nouveau record de production. En Tanzanie, la production de noix de cajou a totalisé 617 683 tonnes au terme de la campagne 2025/2026. C’est ce qu’indiquent les données du ministère de l’Agriculture rapportées par les médias

locaux le 30 avril dernier. Le stock annoncé est en hausse de 16,98 % par rapport à la récolte enregistrée au cours de la campagne précédente (528 000 tonnes) et signe un nouveau record de production dans l’histoire de la filière. Il reste cependant en deçà des prévisions initiales de 700 000 tonnes annoncées en début de campagne. Quoi qu’il en soit, la performance réalisée par la filière tanzanienne en 2025/2026 marque une troisième année de hausse consécutive de la production. Alors que

plus de 90 % de la récolte annuelle est exportée sous forme brute, la hausse de la production devrait stimuler également les recettes d’exportation générées par la filière. Le défi pour la filière, qui a longtemps affiché des performances de production irrégulières, sera désormais de maintenir la dynamique de croissance. Pour le compte de la prochaine campagne 2026/2027, les autorités s’activent déjà pour soutenir l’appareil productif. À titre d’exemple, le Conseil tanzanien de l’anacarde (Cashew

Board of Tanzania – CBT) a annoncé le 27 avril avoir lancé le programme de subvention des intrants au profit de la filière pour la nouvelle campagne, qui cible près de 550 000 agriculteurs. « Les intrants comprennent 51 000 tonnes de poudre de soufre et six millions de litres de pesticides liquides, une mesure visant à accroître la productivité, augmenter la production et améliorer les revenus des agriculteurs », rapporte le média local The Citizen, citant les données du CBT.

R I.

KENYA

La filière lait a établi un nouveau record de production en 2025

Le Kenya est le premier producteur de lait en Afrique subsaharienne. Le pays consolide son leadership avec une filière dynamique, aussi bien sur le segment de la production que de la transformation. 5,5 millions de tonnes. C’est le volume de lait frais produit au Kenya en 2025, selon les données compilées par le Bureau national des statistiques du pays (KNBS) dans son dernier rapport annuel d’enquête économique publié le 30 avril dernier. Le stock annoncé marque une progression de 3,5 % par rapport à l’année précédente et une troisième année de hausse consécutive de la production laitière du pays. Il signe en outre un nouveau record pour la filière.

Si le KNBS n’explique pas les raisons de cette embellie en 2025, on sait que Nairobi déploie depuis 2023, à travers le Conseil laitier (KDB), une feuille de route pour la durabilité de l’industrie laitière sur une période de 10 ans. Les interventions prévues dans le cadre de cette stratégie sont axées sur l’amélioration de l’accès des éleveurs aux aliments pour animaux et aux services vétérinaires, avec pour objectif de doubler la production journalière de lait frais par vache à près de 14 litres. Parallèlement, le segment de la transformation se renforce. Selon le rapport du KNBS, le volume de lait transformé dans le pays en 2025 a augmenté de 13,4 % d’une année sur l’autre pour atteindre 701 500 tonnes.

Alors que le gouvernement cherche à créer des conditions favorables pour améliorer la compétitivité de la production locale, les performances du secteur sont appelées à croître davantage au cours des prochaines années. C’est dans cette optique que Nairobi a, par exemple, annoncé depuis octobre 2025 la suspension, avec effet immédiat, des importations de lait en poudre pour protéger les producteurs locaux contre une concurrence jugée déloyale. Dans son dernier rapport sur le marché laitier kényan publié en 2024, le Département américain de l’agriculture (USDA) indiquait que le pays d’Afrique de l’Est comptait alors 32 laiteries industrielles actives et 186 petits transformateurs, pour une capacité cumulée estimée à 3 750 tonnes par jour.

R I.

POUR ACCROÎTRE L’OFFRE D’ÉLECTRICITÉ

Ghana annonce un projet de centrale à gaz

Alors qu’il rencontre d’importants défis en matière d’approvisionnement en énergie, le Ghana mise sur la production gazière locale pour réduire jusqu’à 75 % ses coûts de production électrique, selon une analyse de Deloitte publiée fin novembre 2025. Le Ghana construira une centrale électrique au gaz d’une capacité de 1200 mégawatts (MW). L’annonce a été faite par le président John Dramani Mahama (photo) samedi 2 mai, lors d’une tournée citoyenne dans la région de l’Est, baptisée « Resetting Ghana », rapporte MyJoyOnline. La première pelletée de terre sera posée avant la fin de l’année 2026, a-t-il précisé. « En regardant comment le pays se développe, la consommation d’électricité augmente. Quand nous

sommes arrivés au pouvoir, la consommation était d’environ 3500 mégawatts, mais actuellement, la demande de pointe a atteint 4300 MW », a en effet déclaré le président. Il a ajouté que cette hausse est portée par un surcroît d’investissements et d’activités économiques, rendant nécessaire l’ajout de capacités pour garantir une alimentation stable et redondante du réseau. Le ministre des Finances, Cassiel Ato Forson, avait déjà présenté ce projet lors du budget 2026, en novembre 2025 devant le Parlement. Il avait alors précisé que la centrale serait alimentée par 150 millions de pieds cubes standard de gaz par jour supplémentaires, issus des partenaires des champs offshore Jubilee et OCTP, via l’accélération du Ghana Gas

Processing Plant 2 (GPP-2). La centrale sera une propriété de l’État, marquant un retour du gouvernement dans la production directe d’électricité, un secteur dominé depuis deux décennies par les producteurs indépendants.

Un projet dans un secteur sous tension financière

Au-delà de la demande croissante, l’annonce intervient dans un contexte énergétique fragile. Le secteur électrique ghanéen a en effet enregistré un déficit de 2,2 milliards de dollars en 2024, malgré des transferts publics de 2,1 milliards de dollars entre 2023 et 2024, a averti le ministre Forson lors du Dialogue économique national de mars 2025.

Sans réformes structurelles, la dette cumulée du secteur pourrait dépasser 9 milliards de dollars d’ici fin 2026, selon des projections du FMI relayées en décembre 2025 par News Ghana. Une trajectoire en partie alimentée par les pertes commerciales de l’Electricity Company of Ghana (ECG) qui ne récupère que 62 % de l’énergie qu’elle achète, selon le ministre Forson. Cette fragilité financière n’efface pas l’ambition affichée. Au-delà de la consommation domestique, Mahama a indiqué que les capacités supplémentaires permettront au Ghana d’exporter de l’électricité vers les pays voisins, dont le Burkina Faso, pour générer des devises.

Agence

MARCHÉS MONDIAUX

Détente au Moyen-Orient, retour à l’optimisme de la tech

Les Bourses européennes ont commencé la séance de mardi sur une tendance franchement haussière, portées par les espoirs de détente au Moyen-Orient où le président américain Donald Trump a suspendu l'opération d'escorte des navires dans le détroit d'Ormuz.

À l'unisson, les quatre grandes indices européens gagnaient plus de 1%, que cela soit à Paris (+1,29%), Francfort (+1,21%) - malgré l'annonce d'un recul du bénéfice net de BMW -, Londres (+1,52%) et Milan (+1,18%). A Francfort, les investisseurs plébiscitaient le titre du fabricant automobile BMW (+4,66%), préférant voir un bénéfice opérationnel supérieur au consensus des analystes plutôt qu'un recul de 23,1% de son bénéfice net sur un an. En Allemagne toujours, le géant de l'industrie pharmaceutique Bayer (+0,45%) se renforce dans l'ophtalmologie avec l'acquisition annoncée mercredi de l'entreprise américaine Perfuse Therapeutics. Le vent de l'optimisme souffle sur tous les marchés mondiaux. En Asie, l'indice Kospi à Séoul s'est envolé (+6,45%), avec le titre de Samsung qui a franchi les 1.000 milliards de capitalisation. "La Corée du Sud est le marché le plus performant au monde", expliquait mardi à des journalistes français l'analyste Yan Taw Boon de Neuberger Berman, qui parle d'un "nouveau triangle d'or" Corée-Taïwan-Japon grâce à la forte demande générée par l'intelligence artificielle (semi-conducteurs, cartes mémoire...). Mardi soir à la clôture à New York, les indices Nasdaq (+1,03% à 25.326,13 points) et S&P 500 (+0,81% à 7.259,22 points) ont tous deux atteint un nouveau sommet. Le Dow Jones a lui avancé de 0,73%.

La Bourse de Paris veut voir la vie en rose

La Bourse de Paris, comme les autres marchés mondiaux, laisse libre cours mercredi à son goût pour le risque et le gain avec des espoirs de détente au Moyen-Orient. A 11h, l'indice CAC 40 progressait de 2,4%. Les investisseurs avaient déjà fait preuve d'optimisme mardi, la place parisienne ayant clôturé en hausse de 86,19 points (+1,08%), à 8.062,31 points. Les marchés sont comme toujours suspendus aux lèvres du président américain. Donald Trump a annoncé mardi la suspension de son "Projet Liberté" d'escorte de navires dans le détroit d'Ormuz, le temps de voir si "un accord pouvait être finalisé et signé" avec l'Iran. Ces propos ont immédiatement entraîné un recul des prix du pétrole, boussole des marchés et vecteur de risques d'inflation. A 10H00 heure de Paris, le Brent de la mer du nord, référence du brut en Europe, reculait franchement (-3,46%) à 106.07 dollars le baril.

Comme toujours, les marchés sont suspendus aux annonces imprévisibles de Donald Trump. Le président américain a annoncé mardi suspendre l'opération américaine d'escorte de navires à travers le détroit d'Ormuz, en place depuis un jour seulement, dans le but de parvenir à un accord avec l'Iran pour mettre fin à la guerre au Moyen-Orient. "Le +rallye+ (mouvement haussier), interrompu pendant quelques heures, a repris", résume Ipek Ozkardeskaya, analyste senior chez Swissquote. "Sur le plan sectoriel, la technologie a repris le leadership, avec des valeurs comme Intel ou Amazon soutenues par des annonces stratégiques, illustrant que la thématique de l'IA reste dominante dès que le bruit géopolitique s'apaise légèrement", ajoute John Plassard dans sa note pour Cité Gestion. "Le marché actions américain poursuit son rebond, outrepassant même la tendance haussière pré-conflit", complètent les analystes de Natixis qui soulignent "la présence croissante des investisseurs +retail+ (individuels)" sur ce marché et "leur relatif désintérêt pour les problématiques globales". Dans la zone Asie Pacifique, "les marchés actions retrouvent progressivement leur niveau pré-conflit". "Reste le marché européen qui ne participe pas à l'euphorie, reflet d'une macro aux

perspectives moroses", avec notamment "une remontée prochaine des taux directeurs de leurs banques centrales", estiment Natixis, voyant au-delà de la bonne performance des indices ce mercredi.

Le pétrole américain revient vers les 100 \$

Les marchés asiatiques et européens restent attentifs et sensibles au prix du pétrole, qui refluaient mercredi matin après une envolée en début de semaine. Référence en Europe, le Brent de la mer du Nord (-1,52%) s'échangeait à 108.20 dollars le baril vers 07H30 GMT. Le WTI américain revenait vers les 100 dollars (100,66, -1.57%). Situation contrastée sur le marché des taux La détente s'observait également sur le marché obligataire de la dette des Etats et

des entreprises, indicateur des risques d'inflation. Le rendement du "Bund" allemand sur dix ans, référence en Europe, reculait à 3,03% contre 3,06% la veille, tout comme son équivalent français (3,67% contre 3,71% la veille). Au Royaume Uni en revanche, le rendement à 30 ans s'élevait à son plus haut niveau depuis 1998. "La situation britannique est emblématique des difficultés du Vieux Continent : dette publique élevée, nouveau resserrement attendu d'une politique monétaire déjà restrictive. Et maintenant, le spectre du risque politique avec des élections locales qui portent le risque d'un limogeage du gouvernement actuel", résumait les analystes de Natixis.

R I/Agence

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 06 Mai 2026
Valeur : 08 Mai 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.1983	132.2133
1	EUR	EURO		155.1479	155.1920
1	GBP	POUND STERLING		179.7394	179.8086
100	JPY	JAPANESE YEN		84.7751	84.8010
1	CNY	CHINESE YUAN		19.3947	19.3989
1	CHF	SWISS FRANC		169.4416	169.5260
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.2475	97.2800
1	DKK	DANISH KRONE		20.7621	20.7657
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.3042	14.3110
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.2724	14.2774
1	AED	UAE DIRHAM		35.9900	36.0019
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2285	35.2343
1	KWD	KUWAITI DINAR		431.4566	431.6464
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.1602	45.6140
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3171	14.3187
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.7859	20.8924
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3158	3.3261
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.2111	181.2111

R E.

BOURSE ZURICH

Ouverture en hausse, baisse de la tension au Moyen-Orient

La Bourse suisse a entamé la séance de mercredi du bon pied, à la faveur du rebond de Wall Street la veille et du net repli des prix du pétrole. Le président américain Donald Trump a évoqué des progrès vers un accord final avec l'Iran, alors qu'il a suspendu son opération d'escorte de navires à Ormuz. La baisse du brut soulage les craintes inflationnistes et redonne de l'élan aux valeurs technologiques, alors que l'enthousiasme autour de l'intelligence artificielle repart fortement en Asie, notamment en Corée du Sud avec l'envolée spectaculaire de Samsung, relève John Plassard, associé de la banque Cité Gestion. "Les investisseurs recommencent progressivement à privilégier le scénario d'un

choc géopolitique temporaire plutôt que celui d'une crise énergétique durable, même si le marché continue d'avancer sur une ligne extrêmement fine entre optimisme diplomatique et réalité toujours fragile sur le terrain". Peu avant 09h10, le baril de Brent de la mer du Nord, référence mondiale de l'or noir, se négociait à 108,31 dollars, modérant son repli à 1,46%. Quant aux quelque 159 litres de la référence américaine WTI, ils valaient 100,76 dollars, en baisse de 1,47%. Le blocage diplomatique reste total entre Washington et Téhéran. L'Iran continue d'exiger la levée du blocus naval imposé sur ses ports avant toute reprise de discussions, ce qui laisse craindre une crise plus longue et beaucoup plus instable

que ce que les marchés veulent actuellement anticiper, tempère John Plassard. "Autrement dit, le pétrole recule. mais la prime géopolitique, elle, est loin d'avoir disparu". Sur le front des premières informations macro-économiques du jour, l'activité dans les services en Chine a poursuivi à un rythme accéléré en avril son expansion en cours depuis plus de trois ans, montre l'indice des directeurs d'achat (PMI) pour les services. La production industrielle de la France a rebondi en mars. En Suisse, l'indicateur de l'activité économique a nettement progressé en avril, selon les données du sondage conjoncturel du Centre de recherches conjoncturelles (KOF) de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ). Les investisseurs

observeront encore ce jour le PMI du Canada, les prix à la production aux États-Unis et l'ADP de l'emploi au pays de l'oncle Sam, notamment.

Alcon chute lourdement

Du côté de la Bourse suisse, le SMI, après avoir ouvert sur un bond de 1,02%, modérât quelque peu son avance dans les premiers échanges, l'indice phare progressant peu après 09h10 de 0,88% à 13'167,41 points. Le SLI s'étoffait lui de 0,81% à 2111,07 points et l'indicateur élargi SPI de 1,17% à 18'694,65 points. Sur les trente valeurs constitutives du Swiss Leader Index, seules Alcon (-8,5%) et Logitech (0,4%) perdaient du terrain. Etoffant ses

ventes, le fabricant de périphériques et accessoires informatiques a pourtant fait part mardi soir d'un bénéfice net en vive hausse de 12,6% sur un an à 711,19 millions de dollars sur l'exercice décalé 2025/26. La performance du dernier partiel a dépassé les attentes des analystes, motivant des prises de bénéfices. Le spécialiste des soins ophtalmiques a également indiqué mardi soir avoir dégagé un chiffre d'affaires conforme aux attentes des analystes à 2,685 milliards de dollars au premier trimestre 2026, en hausse de 10% par rapport à la même période de l'année précédente. Les prévisions pour 2026 ont été confirmées, voire légèrement augmentées.

Agence

ÉTATS-UNIS

La croissance rebondit mais l'inflation dérape

L'économie américaine a repris de la vigueur au premier trimestre, grâce en partie aux investissements associés à la course à l'intelligence artificielle (IA), mais connaît une forte accélération de l'inflation du fait de l'envolée des prix de l'énergie. Une salve de données a été publiée jeudi par le service statistique officiel des États-Unis BEA.

Elles montrent que la première économie mondiale a entamé l'année avec une croissance de 2 % en rythme annualisé, une cadence nettement supérieure au trimestre précédent (0,5 %) mais en deçà des attentes des marchés. Point négatif pour le PIB, les importations ont également augmenté sur la période. La hausse des investissements est notable dans les équipements (+17,2 %), en particulier informatiques, et les produits à propriété intellectuelle (+13 %), catégorie intégrant les logiciels. Un porte-parole de la Maison-Blanche, Kush Desai, y a vu un signe de succès de la politique procroissance du gouvernement de Donald Trump. Pour des analystes, c'est la marque de l'expansion de l'intelligence artificielle dans le pays. L'économiste Oliver Allen, de Pantheon Macroeconomics, estime ainsi dans une note

que la hausse continue des dépenses d'investissement liées à l'IA masque le fait que la croissance était atone avant le choc énergétique lié à la guerre au Moyen-Orient. Nous sommes désormais dans une économie de l'IA, considère Heather Long, de la banque Navy Federal Credit Union. Pendant ce temps, les gens lambda souffrent de l'inflation la plus élevée depuis trois ans. Selon un autre rapport du BEA publié jeudi, la hausse des prix s'est fortement accélérée en mars aux États-Unis, à 3,5 % sur un an contre 2,8 % le mois précédent, sous l'effet de la flambée des prix des carburants consécutive à la guerre. La situation n'est pas près de s'améliorer : les prix à la pompe viennent de dépasser les 4,30 \$ le gallon (3,78 litres) en moyenne sur le sol national, selon les données de l'Association automobile américaine (AAA), qui font référence.

Le hic, c'est que l'essence n'est pas le seul poste de dépense en hausse pour les Américains. Même en écartant les catégories de l'énergie et de l'alimentation, l'inflation s'est accélérée à 3,2 % en mars contre 3 % en février, d'après le BEA. La guerre au Moyen-Orient, déclenchée le 28 février par des frappes israélo-américaines sur l'Iran, semble dans une impasse et les cours du pétrole atteignent un sommet inégalé depuis 2022, au début de la guerre russe en Ukraine. À quelques mois des élections de mi-mandat, le gouvernement de Donald Trump assure que les perturbations économiques sont temporaires pour les Américains. Le locataire de la Maison-Blanche avait fait de la reconquête du pouvoir d'achat une de ses priorités.

Synthèse R I/Agence

EN 2026

La Pologne devrait être l'économie européenne à la croissance la plus rapide

La Pologne prévoit de devenir le leader européen en matière de croissance économique d'ici 2026. Un faible taux de chômage et de solides prévisions de croissance alimentent ces perspectives optimistes pour l'avenir de la Pologne. Le directeur général du FMI qualifie le redressement économique de la Pologne de « miracle polonais » en raison de l'augmentation du revenu par habitant, de la réduction des inégalités et de la position économique du pays sur la scène mondiale. Le ministre des Finances polonais, Andrzej Domański, alors qu'il assistait aux réunions de printemps du

Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale aux États-Unis, a déclaré avec assurance que la Pologne était en passe de devenir la grande économie européenne à la croissance la plus rapide en 2026. Il a attribué ces perspectives positives au taux de chômage exceptionnellement bas de la Pologne et à ses fortes prévisions de croissance. Domański a souligné la vigueur de l'économie polonaise lors d'une interview accordée à CNN. Il a mis en avant les performances économiques impressionnantes du pays, soulignées par sa position de leader en matière d'emploi au sein

de l'Union européenne. Plus tard dans la journée, lors d'une réception commémorant le 40e anniversaire du retour de la Pologne au sein des institutions de Bretton Woods, la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, a salué la remarquable transformation économique de la Pologne. Elle a cité le parcours de la Pologne, qui est passée d'une nation aux prises avec une dette importante dans les années 1980 à l'une des économies les plus dynamiques d'Europe, comme un modèle inspirant pour d'autres pays envisageant des réformes ambitieuses. Georgieva a qualifié les progrès

économiques de la Pologne de « miracle polonais », soulignant que le revenu par habitant avait considérablement augmenté, atteignant près de 80 pour cent de la moyenne de l'Union européenne. Elle a également mis en avant la réduction des inégalités parallèlement à l'essor de l'économie polonaise. En outre, elle a salué l'ascension de la Pologne au rang de 20e économie mondiale en termes de PIB nominal et a exhorté le pays à tirer parti de sa position au sein du G20 pour continuer à faire preuve de leadership sur la scène internationale.

R I/Agence

SELON LA CHAMBRE DE COMMERCE ALLEMANDE À L'ÉTRANGER

La Russie engrange des milliards de profits avec la crise d'Ormuz

La Russie fait des milliards de profits avec la crise d'Ormuz selon la Chambre de commerce allemande à l'étranger. La Russie profite de l'impasse dans le détroit d'Ormuz. C'est ce qu'a calculé la chambre de commerce germano-russe à Moscou. Alors que la Russie est gagnante, l'Allemagne doit en revanche s'attendre à une hausse de sa facture d'importation de pétrole. Alors que l'on redoutait un assouplissement des sanctions contre Moscou pour stabiliser le marché, un constat s'impose : la Russie engrange désormais des milliards d'euros de recettes supplémentaires chaque mois. Selon la Chambre de commerce germano-russe, le Kremlin tire profit d'une conjoncture imprévue. Pourtant, depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022, l'Union européenne avait drastiquement réduit ses importations de gaz, de pétrole et d'engrais russes. Mais la donne a changé avec la fermeture du détroit d'Ormuz, point de passage vital pour 20 % du pétrole mondial.

En raison de la guerre en Iran, l'Europe, se retrouve privée d'une source d'approvisionnement majeure. Mécaniquement, cette pénurie mondiale fait s'envoler les prix et redonne à la Russie un avantage stratégique et financier inattendu : Moscou devient, par défaut, le recours lucratif d'une Europe en quête d'énergie. "Nous vivons actuellement la plus grave crise des énergies fossiles de notre époque", a expliqué Claudia Kemfert, économiste de l'énergie et directrice du département Énergie, transport, environnement à l'Institut allemand de recherche économique (DIW Berlin).

"La Russie est la grande gagnante" de la crise d'Ormuz

Selon la Chambre, les bénéfices de la Russie s'élevaient à plus de dix milliards d'euros par mois. La Russie exporte à grande échelle du gaz, du pétrole et des engrais. "La Russie est donc la grande gagnante de la nouvelle guerre au Proche-Orient", a déclaré Matthias Schepp, le président du

conseil d'administration de la Chambre, à l'agence de presse allemande. Schepp parle d'une "ampleur historique" en ce qui concerne les gains potentiels de la Russie. Selon ce rapport, la Russie devrait s'attendre à un gain de 71,8 milliards de dollars (62,1 milliards d'euros) par rapport à son budget si le prix du pétrole se maintient à son niveau actuel d'environ 100 dollars. C'est ce que plusieurs médias ont rapporté de manière concordante mardi. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin a augmenté en début de semaine pour atteindre plus de 111 dollars US le baril (159 litres). La différence de prix par rapport au début de la guerre s'élève à environ 40 dollars. "Au niveau actuel des prix, Moscou peut générer environ 50 milliards de dollars de recettes supplémentaires par an rien qu'avec le pétrole et le gaz", a encore fait savoir la Chambre. Le budget a fixé jusqu'à présent 59 dollars par baril, car le budget dépend de la vente de pétrole et de gaz.

L'Allemagne aussi fortement touchée

Selon les calculs de la Chambre, la fermeture du détroit d'Ormuz signifie également une hausse des prix pour l'Allemagne. Les importations allemandes de pétrole, avec un prix de 100 dollars américains par baril, pourraient augmenter de plus de 60 millions d'euros. Un "choc des coûts" similaire menacerait donc le gaz. Les experts en énergie de la Chambre craignent des répercussions sur la situation économique de l'Allemagne, plutôt tendue jusqu'à présent. La reprise annoncée pourrait donc être moins importante. "Il s'agit d'un choc multiple résultant de la hausse des prix du pétrole, du gaz et des denrées alimentaires, qui révèle sans ménagement la vulnérabilité de notre système", explique Kemfert du DIW Berlin. "Lorsque les voies d'approvisionnement centrales cessent de fonctionner et que les volumes d'extraction s'effondrent, l'économie mondiale vacille".

Agence

MEXIQUE L'économie décroît au premier trimestre

L'économie mexicaine, la deuxième d'Amérique latine après le Brésil, a déçu en reculant plus que prévu au premier trimestre, marqué par d'après négociations commerciales avec les États-Unis, selon des chiffres dévoilés jeudi. Selon l'Institut national de statistique (Inegi), le PIB mexicain a reculé de 0,8 % sur cette période par rapport au dernier trimestre 2025. Les prévisions de médias spécialisés prévoient un repli moins marqué, de 0,5 %. En glissement annuel, l'économie a progressé de 0,2 % sur un an au premier trimestre 2026, moins que les 0,5 % attendus. "Le Mexique est pris dans le piège d'un enlèvement économique", estime Gabriela Siller, analyste de Grupo Financiero Base. Dans l'attente de la publication en mai des chiffres révisés par l'Inegi, cette dernière souligne que l'évolution observée au premier trimestre compromet les prévisions de croissance pour 2026. Le gouvernement mexicain table sur une croissance comprise entre 1,8 % et 2,8 % pour l'année en cours. En 2025, l'économie mexicaine n'a progressé que de 0,8 %, sa plus faible croissance depuis la pandémie de 2020, quand son PIB avait reculé de 8,5 %. Le Mexique négocie actuellement, avec les États-Unis et le Canada, la révision de l'accord de libre-échange nord-américain (Aceum), dans un climat de tensions avec Washington liées à la lutte antidrogue. Mme Siller relève cependant que la contre-performance du premier trimestre tient davantage à des facteurs internes, et notamment à des changements structurels qui ont, selon l'analyste, sapé la confiance des investisseurs. La Coupe du monde de football, que le pays co-organise cet été avec les États-Unis et le Canada, pourrait donner un peu de souffle à la croissance mexicaine, d'après les experts.

Agence

SANS QU'ELLES NE LE SACHENT

BlackBerry est encore utilisée chaque jour par des millions de personnes

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, BlackBerry est loin d'être une marque has been. Car le logiciel discret de l'entreprise canadienne tourne en silence dans des millions de dispositifs à travers le monde. Une immense preuve de résilience.

À son apogée dans les années 2000 grâce à ses téléphones portables emblématiques, BlackBerry n'a pas supporté l'onde de choc provoquée par le lancement de l'iPhone. S'il regagne en popularité grâce à l'engouement de la génération Z pour les technologies considérées comme vintage, il lui est tout bonnement impossible de retrouver sa splendeur d'antan dans le secteur du smartphone. Mais en réalité, la marque n'en a pas vraiment besoin.

Virage stratégique

Car elle a pris un virage stratégique majeur, et payant, au début des années 2010, rapporte The Wall Street Journal. BlackBerry a en effet mis la main sur QNX, une entreprise spécialisée dans les systèmes d'exploitation en temps réel, notamment pour l'automobile, avec l'intention initiale de muscler ses téléphones.

Mais au même moment, Google et Apple commencent elles aussi à se lancer sur ce terrain avec leurs propres systèmes d'information. QNX se retrouve brusquement concurrencée par les géants de la Silicon Valley, à tel point qu'elle va perdre Audi, l'un de ses clients historiques, au profit d'Android.

Le signal est clair : sur la bataille de l'interface, QNX a perdu. Elle n'abandonne pas pour autant.

John Wall, président de la division, opte plutôt pour s'enfoncer plus profondément dans le véhicule. Le logiciel va ainsi devenir la colonne vertébrale invisible des sys-



tèmes de sécurité : aide au maintien dans la voie, détection des angles morts, freinage d'urgence autonome, etc. Et sa fiabilité convainc de nombreux constructeurs.

Une pierre angulaire de l'automobile

Aujourd'hui, QNX est un standard incontournable de l'industrie automobile en équipant près de 250 millions de voitures. BMW, Mercedes-Benz, Toyota, Volkswagen, Volvo, Ford ou encore Honda comptent parmi ses clients. Et il est encore plus dominant sur le marché des véhicules électriques : 24 des 25 plus grands

constructeurs mondiaux l'ont adopté, ce qui représente 68 % du marché. Mais ce n'est pas tout. Le logiciel a progressivement colonisé d'autres secteurs où la fiabilité est essentielle. On le retrouve ainsi dans des robots chirurgicaux et des dizaines de dispositifs médicaux utilisés dans les blocs opératoires, ainsi que dans des systèmes d'automatisation industrielle. Sur l'année fiscale 2025, QNX a généré 236 millions de dollars de revenus, soit près de la moitié du chiffre d'affaires total de BlackBerry, établi à 534,9 millions de dollars. Une part qui devrait encore croître sur les prochains trimestres.

DES TV CATHODIQUES "NEUVES" À 35 DOLLARS ?

Le rêve des rétrogamers cache probablement une autre réalité

On les pensait définitivement reléguées aux greniers, aux brocantes et à quelques pépites à dénicher sur des plateformes de ventes entre particuliers. Pourtant, des téléviseurs cathodiques semblent encore apparaître dans les catalogues de certains vendeurs chinois, avec un prix presque irréaliste : 239 yuans, soit environ 35 dollars.

Sur le papier, la trouvaille ressemble à un petit miracle pour les amateurs de vieilles consoles : un écran cathodique vendu neuf, pour le prix d'un accessoire. Dans les faits, l'affaire dit sans doute autre chose. Ces téléviseurs semblent moins annoncer le grand retour du CRT qu'illustrer une zone grise très chinoise, où des composants sortis d'entrepôts oubliés reprennent vie dans des produits à l'identité difficile à cerner.

Des CRT "neufs", vraiment ?

L'affaire est partie de Reddit, où un utilisateur a repéré des petits téléviseurs CRT vendus par une marque chinoise baptisée Goodwill. Le modèle le plus commenté affiche une diagonale de seulement 5,7 pouces, un format qui évoque davantage un moniteur de vidéosurveillance qu'une TV de



salon taillée pour une Super Nintendo ou une PlayStation. Contacté par l'internaute, le vendeur aurait indiqué que ces écrans étaient bien "en production". C'est précisément là que le mystère commence. Car produire un téléviseur aujourd'hui ne signifie pas forcément produire un tube cathodique neuf. L'hypothèse la plus crédible est celle de vieux tubes jamais utilisés, issus de stocks dormants, puis remontés dans de nouvelles coques ou inté-

grés à des châssis récents. Autrement dit, il ne faudrait probablement pas y voir la renaissance du CRT, mais plutôt la réapparition d'un composant ancien dans un nouvel emballage. Une sorte de technologie morte-vivante : plus vraiment fabriquée, pas totalement disparue.

Le rêve rétro face à la réalité

Si le sujet intrigue autant, c'est parce que les CRT n'ont jamais

complètement quitté le cœur des joueurs rétro. Les consoles des années 80, 90 et du début des années 2000 ont été pensées pour ces écrans : image plus douce, scanlines naturelles, très faible latence, rendu analogique capable de masquer certains artifices graphiques aujourd'hui trop visibles sur LCD ou OLED.

Mais ces petits modèles chinois ne sont probablement pas la pépite espérée. Leur taille minuscule limite fortement l'intérêt vidéoludique, leur connectique reste à vérifier, et leur origine exacte demeure floue. Quant au prix de 35 dollars, il oublie l'essentiel : expédier un CRT depuis la Chine peut coûter bien plus cher que l'écran lui-même, sans parler des risques de casse, des frais d'importation ou de la conformité électrique. Le plus intéressant, finalement, n'est pas tant le produit que ce qu'il raconte. Le CRT est mort commercialement, mais il continue de susciter assez de désir pour refaire surface ponctuellement. Pour les rétrogamers, la meilleure piste reste sans doute moins exotique : un bon vieux téléviseur cathodique trouvé localement, avant que ces dinosaures technologiques ne deviennent, eux aussi, des pièces de collection.

Mike Capone quitte la direction de Qlik

Dans un post, Mike Capone qui avait pris il y a un peu plus de 8 ans la tête de l'un des derniers pure players historiques du marché de l'analytique, a annoncé quitter sa fonction de CEO. « Diriger Qlik a été un véritable privilège. J'ai eu la chance de travailler aux côtés d'amis et de collègues profondément dévoués, de clients qui nous ont poussés à nous surpasser, et de partenaires qui ont contribué à faire progresser Qlik bien au-delà de ce que nous aurions pu accomplir seuls », a écrit Mike Capone. Il est arrivé à la tête de Qlik en 2018 et a transformé le spécialiste de la datavisualisation vers une plateforme de données plus complètes (avec des acquisitions comme Talend) et vers le mode SaaS. L'entreprise a pris aussi le virage de l'IA en rachetant Mosaic Data et structure son offre pour adresser la tendance de l'IA agentique. Le fournisseur a indiqué à nos confrères de TechTarget que Mike Lipps le président du conseil d'administration prendra la direction par intérim, le temps de trouver un successeur.

Apple prêt à diversifier sa production de puces avec Intel et Samsung

Jusqu'à présent la société de Cupertino faisait appel à TSMC pour la fabrication de ses processeurs (dont le dernier processus de fabrication atteint 3nm) mais cela pourrait bien changer. Selon Bloomberg, Apple cherche ainsi à réduire sa dépendance envers le fabricant taïwanais et aurait entamé des discussions avec Intel et Samsung, dont il aurait visité une usine au Texas, pour produire aux États-Unis des modèles de puces avancées. Cette annonce pourrait constituer une bonne nouvelle pour Intel qui cherche depuis des mois à relancer son activité de fonderie et Samsung pour reprendre des parts de marché à TSMC. En diversifiant sa production de puces, Apple cherche d'après Bloomberg à réduire l'impact des tensions sur les approvisionnements de composants vers les datacenters IA et gagner en flexibilité. Pour autant, Intel et Samsung ne proposeraient pas à ce stade un niveau similaire en termes de fiabilité, de volumes et d'exécution industrielle que TSMC.

Anthropic lance des agents pour la finance

En dehors du développement (avec Claude Code) et la cybersécurité (Mythos), le fournisseur IA vient de lancer une dizaine d'agents pour le secteur de la banque et l'assurance. Ils seront en charge du rapprochement des comptes, la clôture et le contrôle des comptes, l'audit des états financiers, les analyses de marché... Ces agents comprennent trois éléments : les compétences (instructions et connaissances du domaine nécessaires à la tâche), les connecteurs (accès contrôlé aux données utilisées pour l'exécution de la tâche), et les sous-agents (modèles Claude supplémentaires appelés par l'agent principal pour des sous-tâches spécifiques telles que la sélection de comparables ou les vérifications méthodologiques).

NEUF ANS APRÈS SA PRÉSENTATION

Le camion électrique de Tesla sort enfin des chaînes de production

Presque 10 ans après sa présentation officielle, Tesla sort enfin son Semi d'une ligne de production industrielle au Nevada. Un cap symbolique, certes, mais la route vers les autoroutes américaines reste longue. Quant aux routes européennes, c'est sans doute encore une autre histoire...

En 2017, Elon Musk montait sur scène pour dévoiler un semi-remorque électrique au design de vaisseau spatial, en promettant des livraisons dès 2019. On connaît la suite. Comme souvent avec Tesla, les délais se sont étirés, les promesses se sont empilées, et le Semi est resté dans les limbes d'une production plus ou moins artisanale pendant des années. Ce n'est qu'en 2022 que quelques exemplaires ont été livrés, au compte-gouttes, à raison d'une poignée d'unités par semaine. Et encore, il s'agissait davantage de prototypes que de véritables camions de série.

Tesla Semi : c'est parti !

Fin avril 2026, Tesla a publié sur X la photo d'un Semi sortant de ce qu'il appelle sa "chaîne de production à haut volume", installée à Sparks, dans l'état du Nevada. Le message est sobre, l'image aussi. On ne sait pas encore grand-chose des volumes de cadences réels, mais la symbolique est là : le Semi américain entre officiellement dans l'ère industrielle, avec une capacité annuelle théorique annoncée de 50 000 unités.

Tesla Semi : des chiffres solides... sur le papier

La version finale se décline en deux variantes. Le modèle d'entrée de gamme revendique 520 km d'autonomie en charge maximale (soit l'équivalent d'un 38 tonnes européen), tandis que la version Long Range annonce 800 km, un chiffre qui place Tesla au-dessus de ses concurrents directs. Le FH Aero Electric de Volvo, pourtant sérieux dans ce domaine, plafonne à 700 km. La puissance de charge atteint 1,2 MW via les bornes Me-



Tesla Semi : des prix compétitifs

Côté tarif, Tesla demande environ 260 000 dollars HT (222 000 €) pour la version standard, et 290 000 dollars (248 000 €) pour la version Long Range. Des prix en forte hausse par rapport aux estima-

tions de 2017 (150 000 à 180 000 dollars à l'époque, soit entre 128 000 et 154 000 €, avant inflation), mais qui resteraient compétitifs face à la concurrence européenne.

La méfiance reste de mise

Le problème, c'est que Tesla est coutumier du fait : des promesses séduisantes, une présentation spectaculaire, et une réalité industrielle qui tarde à suivre. La batterie du Semi Long Range dépasserait les 850 kWh, soit l'équivalent de 13 batteries de Model Y. Les cellules 4680, produites sur place au Nevada, sont censées alimenter la chaîne. Mais depuis leur annonce en 2020, Tesla n'est jamais parvenu à les produire à la vitesse espérée. On ignore si ce problème est aujourd'hui réellement résolu.

Tesla Semi : positionnement séduisant

Le Tesla Semi, quel que soit la version, affiche un poids total roulant autorisé de 37,2 tonnes et une puissance de 800 kW issue de ses trois moteurs, et correspond à environ 1 072 ch. Les estimations les plus optimistes tablent sur 5 000 à 15 000 unités livrées en 2026, d'autres jugent ce chiffre irréaliste. Le Semi a clairement un positionnement intéressant pour séduire les transporteurs américains, dans un marché où les camions électriques restent rares. Mais la capacité à tenir ses promesses de production sera la vraie épreuve du feu pour Tesla. D'autant que le constructeur, en ce moment, a d'autres préoccupations : ses ventes mondiales reculent, son image s'est écornée, et son patron est sur tous les fronts, entre SpaceX, le réseau social X et moult autres activités, ce qui lui aura d'ailleurs valu d'être rappelé à l'ordre à plusieurs reprises par les autres gros actionnaires Tesla.

Un modèle compact et 100 % thermique revient en nouveauté

Kia dévoile les premières images de la nouvelle XCeed qui est surtout un énorme restylage plus qu'une voiture totalement nouvelle, puisqu'elle reprend la plateforme de sa devancière. Le constructeur est resté franchement discret sur le plan de la communication et n'a pas tellement abordé ce modèle qui devrait plaire à ceux qui cherchent un véhicule compact légèrement surélevé et encore thermique. Car la grosse actualité chez Kia se concentre désormais sur ses électriques.

Lecteurs encore réfractaires à toute forme de prise électrique sur un véhicule, cette nouveauté est probablement faite pour vous. On l'aurait presque oublié, mais Kia n'est pas qu'un constructeur de voitures hybrides ou électriques : il subsiste en effet quelques moutons tachés de noirs de combustion au catalogue et il en est même un que vous avez probablement déjà oublié. Le crossover Kia XCeed affiche déjà 7 ans de carrière, et malgré le fait que Kia le présente comme une réelle nouveauté, il s'agit plutôt d'un gros restylage comme cela avait été le cas pour les Picanto et Stonic, les deux autres trublions non rechargeables



de la marque coréenne chez nous. Preuve en est, s'il en fallait encore, que de plus en plus de constructeurs abandonnent maintenant l'idée d'investir des centaines de millions d'euros pour développer de nouveaux produits 100 % thermiques à moins de 10 ans de sa fin théorique en Europe.

La nouvelle Kia XCeed n'en est pas une

Le segment C des véhicules thermiques est devenu désertique en dehors de la Volkswagen Golf. L'arrivée de cette XCeed pourrait donc permettre à Kia de capter quelques irrég-



ductibles, d'autant plus qu'on imagine des tarifs plutôt raisonnables pour convaincre ces fameux clients

allergiques au câble de recharge. Esthétiquement, les changements sont très nombreux pour être listés mais on compte pêle mèle les boucliers, feux, jantes, planche de bord et volant... bref, c'est effectivement une nouvelle voiture sur le plan visuel. A bord, la grande dalle numérique qui court en enfilade jusqu'au centre de la planche de bord est devenue la norme et la XCeed n'y échappe pas. La présentation se veut clairement plus moderne que l'ancienne XCeed. Mais encore une fois, tout ceci n'est que rhabillage : cette XCeed adopte peu ou prou exactement la plate-

forme de sa devancière. Qui, on le rappelle, avait été lancée en 2019 et déjà restylée en 2022 avant de tomber un peu dans l'oubli.

Production démarrée pour la nouvelle XCeed

Le constructeur coréen se contente simplement de confirmer le lancement de la production au 29 mai prochain dans son usine slovaque pour cette XCeed.

L'an dernier, la compacte surélevée, concurrente du Volkswagen T-Roc, n'avait trouvé que 251 clients en France.

La faute notamment à une offre 100 % thermique et malusée sur le 1.5 de 140 ch. Le 1.0 100 ch, lui, ne représentait que l'entrée de gamme et pas forcément le bloc le plus adapté à une compacte plus polyvalente qu'une citadine.

Cette « nouvelle » XCeed recevra quant à elle des moteurs thermiques et microhybrides qui devraient faire un peu baisser la note CO2. Mais pour ce qui est de relancer les ventes, la mission paraît compliquée tant Kia a mis l'accent sur l'électrique dans sa communication et son plan produits pour l'Europe.

Mots fléchés

Forme verbale		Aplatie		Département français		Une offre publique		Ville du Maroc		Expres-sion		Affectés	
Alinéa						Nid d'aigle		Échas-siers				Plante aromatique	
										Désigné			
Animer le feu		Défor-mèrent		Contestées						Rongeur			
										L'Irlande			
							Détruiront		Troublée				
									Fleuve français				
Atome				Empereur	Collégiens								
Aigreur													
						Commune du Nord					Pourrie		Sillon anatomique
						Condiment							
Poissons					Harceler								
Voile triangulaire					Département français								
			Annnonce					Arrivé à maturité		Perroquet grimpeur			
Fin d'infini-tif			Bruit sourd									Industrie	
Trous de boulins			Seigneur										
				Sélénium		Petit ruisseau			Peser le contenant	Attrapée			
Plante aroma-tique					Issues								Alourdies
Corps célestes													
						Réfuta				Terroris-tes basques	Troisième personne du singulier		
						Majestés					Militaires		
Napperon		Coupe la route		Vraie	Petit saint			Monarchie					
					Divinité égyptienne			Tramé					
			Souverain										
			Habitant la botte				Sucées						
Volcan	Joyeux						Jadis la Perse					Unique	
							Au bout de l'intestin		Semblable	Somme à régler			
Petite voie	Vallon				Située					Sot			
	Indiens				L'Irlande poétique					Lac américain			
						Aérien						Obtint	
Classer						Drame au Japon		Équipe					Lettre grecque
Blesse													
				Épouse d'Athamas				Endroits					
Monnaie japonaise				Nenni				Estonie					

PÉTROLE

le Brent se maintient à plus de 103 dollars

Les cours du pétrole se maintenaient à plus de 100 dollars mercredi en cours d'échanges européens, dans un marché toujours sous l'effet des tensions géopolitiques. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, s'affichait à 103,00 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juin atteignait 95,24 dollars.



MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or à près de 4.700 dollars l'once

Les cours de l'or ont bondi de plus de 2% mercredi, se rapprochant des 4.700 dollars l'once, portés par la baisse du billet vert et l'apaisement des craintes d'inflation. L'or au comptant a progressé de 2,4 % pour atteindre 4.667,39dollars l'once, son plus haut niveau depuis le 28 avril. Les contrats à terme sur l'or américain pour livraison en juin ont également gagné 2,4%, à 4.678,20 dollars l'once. Les autres métaux précieux ont suivi la même tendance haussière: l'argent a avancé de 4,2 % à 75,84 dollars l'once, le platine a grimpé de 2,6% à 2002,75dollars, tandis que le palladium s'est apprécié de 2,5 % à 1.522,93 dollars.

60° ANNIVERSAIRE DE LA NATIONALISATION DES MINES

Inauguration aujourd'hui à Oum El Bouaghi d'une unité de transformation

Le ministre des Mines et des Industries minières, Mourad Hanifi, présidera, aujourd'hui à la wilaya d'Oum El Bouaghi, les activités de célébration du 60e anniversaire de la nationalisation des mines et du 59e anniversaire de la création de la Société nationale de recherches et d'exploitations minières (SONAREM), indique un communiqué du ministère. Le programme de cette célébration comprend la présentation de supports audiovisuels retraçant le parcours et l'évolution du secteur minier, la signature de plusieurs

conventions de partenariat et de coopération, ainsi que l'organisation de cérémonies de distinction en l'honneur de cadres et de travailleurs ayant contribué au développement du secteur, en reconnaissance de leurs efforts et de leur engagement professionnel, précise le même source. L'évènement sera également marqué par l'inauguration d'une unité de transformation dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, dans le cadre des efforts visant la valorisation des ressources minières nationales, le renforcement des industries de transformation, le soutien au

développement local et la création d'emplois, lit-on dans le communiqué. Le ministère a estimé que cette occasion constitue "une étape symbolique" permettant de rappeler la portée de la nationalisation des mines et ses implications en matière de souveraineté nationale, de même que de renouveler l'engagement à poursuivre le développement du secteur minier et à renforcer sa contribution à l'économie nationale à travers la valorisation des ressources naturelles et la promotion des industries de transformation. APS

Chronique Eco
d'Anouar
El Andaloussi

Le pétrole et l'OPEP face aux nouvelles données économiques et géopolitiques

Depuis plus d'un siècle que le pétrole domine la scène économique mondiale. Son extraction, son transport, sa commercialisation, ses prix ont fait l'objet de milliers de travaux académiques, des tonnes de rapports institutionnels, des comptes-rendus des services de sécurités, des milliers de réunions, de colloques, de conférences. Aucune autre matière première n'a eu cette aura, ce statut, cette influence, ce pouvoir, cette valeur symbolique et même mythique. Il a été à l'origine de fortunes colossales, mais aussi des guerres et des conflits dans le monde. Producteurs et consommateurs sont les deux faces d'une même pièce. L'Amérique, bien entendu, était au centre de toutes ces questions ; le pétrole renvoie au Texas et aux équipements spécifiques comme les Derrick, l'Arbre de Noël, Pumpjack. Aujourd'hui encore cette puissance est réelle. Le golf arabe est la région qui a été le plus façonnée par la découverte du pétrole. De bédouins éleveurs et pêcheurs, ils sont devenus de grands investisseurs dans le monde. Des Oasis sont devenues de grandes métropoles, mondialisées et de véritables Smart Cities. Jusqu'aux années 70, le pétrole était totalement entre les mains des compagnies occidentales (d'abord britanniques, hollandaises, françaises, puis surtout américaines). Les pays détenant le sol (souvent encore colonisés) ne recevaient que quelques royalties en contrepartie de l'exploitation des champs pétroliers. Les profits encaissés par les compagnies étaient les plus élevés de toutes les activités économiques. Au début des années 70, les États propriétaires des champs ont pris conscience de cette situation de spoliation de leurs richesses nationales. Ils se sont organisés en Association (Opep :

Organisation des Pays Producteurs de Pétrole). Cette prise de conscience a conduit à la nationalisation, dans certains cas, des compagnies occidentales et la création de sociétés publiques nationales. Le cas algérien est exemplaire dans son genre. Une compagnie a été créée en 1964, à peine deux années après l'indépendance, et une nationalisation des activités liées aux hydrocarbures a été menée de main de maître en 1971. L'Iran a été pionnier dans cette démarche de récupération des ressources naturelles par la nationalisation des activités et des biens de l'Anglo-Iranian Oil Company en 1951. Mais cette action n'a pas duré longtemps avec la résistance des britanniques et la puissance de nuisance des USA qui soutiennent leur allié britannique mais acceptent la nationalisation, car ils veulent prendre le contrôle du pétrole iranien sur le modèle du contrat avec l'ARAMCO séoudienne. Durant les années 70 et début 80, l'OPEP, composée des États, n'agissait qu'indirectement. Le vrai pouvoir était encore entre les mains des compagnies pétrolières qui contrôlaient les prix, les investissements, le développement et les royalties versées aux États. Ce n'est qu'à la suite de la guerre de 1973 (guerre israélo-arabe) que l'OPEP a affiché sa volonté d'un contrôle effectif sur les ressources pétrolières. Sa première action était l'organisation d'un embargo sur le pétrole à destination des pays occidentaux soutenant Israël, suivie par une augmentation du prix de pétrole de 70% et une diminution de la production de 5% par mois. C'est à partir de cette date que l'OPEP est devenue un Cartel au sens économique du terme ; elle est devenue aussi l'organisation à abattre pour les USA. Elle a fait les grands moments du pétrole dans l'arène internationale et sur

les marchés. Dans les années 2000, elle a commencé à perdre de son influence et a vu certains membres quitter pour diverses raisons, mais souvent par l'influence américaine et par des intérêts égoïstes. Elle a fonctionné sur le système des quotas pour réguler le marché en agissant sur l'offre. Ce qui n'était pas du goût de certains pays. Ainsi des pays comme le Gabon (puis réintégré), l'Indonésie (2016), le Qatar (2019), l'Angola (2024) ont quitté l'Organisation. Le dernier pays qui vient de quitter l'organisation est les Émirats Arabes Unis (Mai 2026). Parallèlement à ces départs, il y a eu la mise en place d'une alliance entre les pays OPEP et des pays non membres (OPEP+, 2016). Au total l'alliance compte 22 pays (12 membres de l'OPEP et 10 hors-OPEP). Parmi ces derniers, il y a la Russie. Les objectifs de l'alliance OPEP+ demeurent la régulation du marché par le système des Quotas de production. Ce système est depuis des années une source de différends entre les Émirats arabes unis (EAU) et l'Arabie saoudite, le pays le plus puissant de ce Cartel des pays producteurs de pétrole. Les EAU ont massivement investi pour développer leur industrie pétrolière et accroître leur part de marché, (environ 135 Mds de \$ au cours des 5 dernières années) mais s'estiment freinés par la limitation de leur production. Ils ont annoncé, le jour même de leur sortie de l'OPEP, un investissement de 55 Mds de \$). Les EAU produisent actuellement environ 3,2 à 3,6 millions de barils par jour en suivant des quotas, mais disposent en réalité d'une capacité excédentaire de près de 4,8 millions barils par jour, explique l'agence de presse Reuters. Abou Dhabi ambitionne ainsi une augmentation de la production pour passer à 5 millions de barils par jour à l'horizon 2027.

Les arguments des EAU pour justifier leur retrait sont en apparence purement économiques et financiers. Ils souhaitent avoir un retour sur investissement rapide pour financer leur diversification économique et la transition énergétique. Cette sortie arrange les affaires de Trump qui a toujours milité pour torpiller l'organisation et ainsi isoler les pays pour atomiser l'offre sur le marché. Une offre additionnelle par les EAU sur le marché impactera certainement les prix, pas dans le contexte du conflit USA-Iran mais après. Sur un autre plan, cette sortie confirme et renforce l'axe EAU-Israël-Inde. Les années à venir seront difficiles pour l'organisation dans un contexte géopolitique très conflictuel. A moyen terme certains pays OPEP+ exprimeront le souhait de relever ou de supprimer les quotas pour satisfaire des besoins de financement. Ce sont généralement les pays qui ont des réserves importantes (Iran, A-S, Nigéria, Russie, RDC, Irak...) qui vont revendiquer ce déplacement. Les pays à potentiel modéré en seront les plus affectés ; eux ils militent pour un prix élevé pour tirer le maximum de revenu des capacités disponibles. Heureusement que le gaz suit une autre logique, même si certains contrats sont indexés sur le pétrole. La Libye vient de signer (28 Avril 2026) avec Chevron, un accord stratégique pour exploiter le gaz et le pétrole de schiste. L'étude couvre trois bassins sédimentaires majeurs : Syrte, Merzuq et Ghadames. Les estimations donnent un potentiel d'environ 123 trillions de pieds-cubes de gaz et près de 18 Mds de barils de pétrole. (Source : Or Noir Africa, 5 mai 2026).